35¢

CITÉ LIBRE

XVe année No 66 AVRIL 1964 NOUVELLE SÉRIE

"Parti Pris" ou la grande illusion

par GÉRARD PELLETIER

Une théorie économique de la révolution au Québec

par ANDRÉ NORMANDEAU

Vaches sacrées et règlements de zonage

par R. W. G. BRYANT

ET DES TEXTES DE:

Yvon Gauthier • Yerri Kempf • Jacques Lafrenière • J.-Z.-Léon Patenaude
Jean Pellerin • Alice Poznanska et Patrick Straram

SOMMAIRE

XVe année, No 66
Avril 1964

revue mensuelle

Comité de rédaction

Directeur :
Jean Pellerin

Secrétaire de la rédaction :
Jean Paré

•

Editeur et propriétaire
Le Syndicat coopératif d'édition Cité Libre

Imprimé à Montréal par
Pierre Des Marais

Autorisé comme envoi postal
de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Rédaction et administration :
3407, rue Saint-Denis
Montréal 18 — 845-5631

Service des abonnements :

Cité Libre
5090, rue Papineau
Montréal 34
Tél. 526-3361

Abonnement annuel : $3.50
Abonnement de soutien : $10

Vente au numéro :
Distribution Laval
590, boulevard Pie IX
Montréal — Tél. 525-3424

Vente d'anciens numéros :
Pierre Tanguay, archiviste
661, rue Stuart, Montréal 8

CITÉ LIBRE

NOUVELLE SÉRIE



POUR CLORE UN INCIDENT

UN différend, dont certains échos sont parvenus jusqu'à la presse, vient de se produire au sein de notre équipe de rédaction. Il ne saurait être question d'épiloguer longuement sur cet épisode où la pétulance le dispute au malentendu. Il suffira, pour renseigner nos lecteurs, de résumer sobrement les faits, qui parlent d'eux-mêmes.

Depuis six mois, une nouvelle équipe de rédacteurs assume la relève à « Cité libre ». C'est en septembre dernier que les co-directeurs Pierre Trudeau et Gérard Pelletier, soucieux de renouveler la collaboration à la revue, recommandaient au Conseil d'administration de leur désigner des successeurs. Quelques semaines plus tard, Jean Pellerin et Pierre Vallières devenaient responsables de la rédaction, chacun ayant recruté un groupe de collaborateurs nouveaux qui vinrent s'ajouter aux anciens.

Au cours des six mois qui suivirent, le Conseil d'administration, y compris les directeurs démissionnaires, s'abstinrent complètement de tout commentaire sur l'orientation de la revue, afin de laisser à la nouvelle équipe le temps de manifester ses intentions et de « prendre son élan ». Il devint évident, toutefois, vers la fin de février, qu'une partie de l'équipe nouvelle s'engageait dans une voie qui ne correspondait ni aux désirs des membres de la coopérative qui assure la publication de la revue, ni aux idées de base qui ont inspiré « Cité libre » depuis sa fondation.

Cette constatation amena le Conseil d'administration à rencontrer les co-directeurs, le 27 février dernier, pour en discuter avec eux. A l'issue de la rencontre, il fut convenu que chacun des co-directeurs préparerait, pour étude à une assemblée ultérieure, un rapport d'orientation.

Le 20 mars, le Conseil rencontrait de nouveau MM. Vallières et Pellerin, mais seul Jean Pellerin présenta un rapport écrit. Ce texte fit l'objet d'une discussion prolongée à laquelle Pierre Vallières participa activement, sans jamais s'objecter globalement au rapport Pellerin, se contentant d'en contester quelques points. Au terme de la discussion, une seule décision fut prise par le Conseil : celle de convoquer, pour le 26 mars, une rencontre plus large entre l'équipe de rédaction tout entière et le Conseil, aucun changement ne devant être fait avant que les rédacteurs aient eu l'occasion d'exposer à loisir leurs points de vue. Le jour même, cependant, onze membres de la nouvelle équipe annonçaient leur démission dans un communiqué aux journaux, préjugeant par le fait même des résultats d'une rencontre qui ne devait avoir lieu que six jours plus tard.

Malgré cette démission, le Conseil maintint publiquement son invitation aux démissionnaires et deux de ces derniers devaient participer à la rencontre du 26, ainsi qu'une vingtaine d'administrateurs, collaborateurs et autres membres de la coopérative. Cette réunion dura près de quatre heures; chacun des participants put exprimer son point de vue; la rencontre devait tirer au clair tous les aspects de la situation; il n'est pas inutile d'en résumer ici les conclusions principales.

Le point de vue des démissionnaires, présenté par l'un d'eux, peut se résumer comme suit : « Cité libre avait été désertée par ses collaborateurs. Il s'est trouvé qu'une équipe de nationalistes a pris leur place. Ces nationalistes étaient convaincus que la revue tournait en rond, depuis la fin du régime duplessiste, et qu'il fallait fournir à la jeune génération un nouveau dogme politique, sans quoi « Cité libre » mourrait de ne s'être pas trouvé un nouvel emploi. »

A cela, la majorité des « citélibristes » présents opposa une version toute différente des faits et des idées en jeu. On pourrait résumer cette version aux points suivants :

a) Il est inexact de dire que « Cité libre » a été « désertée ». Il s'agissait plutôt de renouveler son équipe et il était légitime qu'on voulût inscrire ce renouveau dans le prolongement des positions de base de la revue.

b) Ce n'est pas le duplessisme que « Cité libre » a combattu pendant ses dix premières années d'existence mais le dogmatisme sous toutes ses formes, y compris le dogmatisme duplessiste, ainsi que l'esprit de confusion et l'autoritarisme qui caractérisaient les rapports humains au sein de la société canadienne-française.

c) Bien loin de vouloir fournir à la jeune génération un dogme politique, « Cité libre » reconnaît la nécessité de continuer sa lutte en ce domaine contre tout « à priorisme », disposition d'esprit qui s'avère particulièrement néfaste à l'heure présente, dans certaines écoles de pensée séparatistes et nationalistes.

d) « Cité libre » a toujours combattu pour la promotion, l'épanouissement culturel et la libération humaine du Canada français. Plus de soixante livraisons de la revue en font foi. Mais les prémisses qui inspirent ce combat sont personnalistes et « Cité libre » a toujours refusé de centrer son action sur l'ethnie, de considérer la nation comme la valeur première et le point de départ de sa pensée et de ses entreprises.

e) « Cité libre » a toujours combattu et continue de combattre toutes les tendances totalitaires en politique. Elle croit à la démocratie, à la liberté personnelle et répudie toutes les formes de globalisme qui prétendent résoudre l'ensemble des problèmes humains par une seule formule magique, que cette formule ait nom fascisme, communisme, marxisme, crédit social ou nationalisme intégral. Nous ne croyons pas aux panacées universelles en politique. Nous voulons considérer chaque problème dans son ordre.

f) Cela n'implique nullement que nous soyions « satisfaits » de la situation actuelle. Nous restons profondément convaincus que notre société doit évoluer plus rapidement, effacer les inégalités artificielles entre les hommes, se libérer de la misère et du chômage, bannir toutes les formes d'ostracisme qui s'exercent contre certaines personnes et certains groupes. Mais nous ne croyons pas que la subversion totale, au nom d'un dogme politique, quel qu'il soit, constitue une solution.

g) Enfin, ce n'est pas seulement l'orientation du groupe démissionnaire qui soulevait des questions mais aussi ses standards journalistiques. On trouvait dans la revue, pour quelques textes valables, trop d'articles rapides, peu et hâtivement documentés. De tels « papiers » conviennent mieux au quotidien qu'à la revue mensuelle. Nous croyons que nos lecteurs sont en droit d'attendre de « Cité libre » plus de rigueur, plus de recherche et de réflexion, appuis indispensables d'un engagement sérieux.

L'incident est clos. La revue poursuit sa route. Et si nous avons commis une erreur, c'est à nos lecteurs qu'il appartient de nous juger.

★

Cité Libre

PARTI PRIS
OU
LA GRANDE ILLUSION

par Gérard PELLETIER

I

UNE équipe de garçons très jeunes, intelligents, talentueux et instruits, qui se présentent eux-mêmes comme des « intellectuels » et des « penseurs »[1] publie à Montréal, depuis six mois, la revue *Parti pris*.

Je m'empresse de souligner qu'à mon avis, il s'agit là d'un phénomène important. Non pas que le succès de diffusion me paraisse en lui-même éblouissant : les 3500 exemplaires vendus (y compris 500 abonnés) dont les responsables faisaient état dans une livraison récente, correspond assez exactement aux possibilités du « marché » québecois de 1964. Une revue de ce type, pourvu qu'elle atteigne une certaine qualité de rédaction et d'actualité, peut s'attendre à une audience de cette dimension. (*Cité libre*, en 1951, tirait à 1500 exemplaires dès sa troisième parution, alors que le « dégel » des idées n'était pas encore amorcé.) Or, *Parti pris* est une revue bien faite, animée par quelques collaborateurs brillants qui ont du style, de la griffe, et possèdent le sens de l'actualité.

Dans la présente conjoncture, compte tenu de la curiosité plus vive du public et de la mobilité plus grande de l'opinion, c'est d'un échec qu'il faudrait s'étonner.

L'importance de *Parti pris* ne tient donc pas au succès mais à la nature même de l'entreprise. Comme on abuse beaucoup des deux mots « sans précédent », je m'abstiendrai de les prononcer ici. Ils constituent l'expression favorite de ceux qui ne connaissent pas l'histoire. Et justement, on trouverait sans difficulté, pour peu qu'on y tienne, une filiation historique à *Parti pris*. Il suffirait d'explorer du côté des rebelles, qu'il s'agisse de la *Gazette de Québec*, de Louis-Joseph Papineau ou d'Arthur Buies. Il n'y a pas de génération spontanée. Dans un passé tout récent, la *Revue socialiste* de Raoul Roy, avec sa *Ligue de la main-d'oeuvre native du Québec*, représentait un effort identique dans le sens du socialisme, du laïcisme et du séparatisme. Le credo se trouvait déjà constitué : la doctrine était là tout entière. Il ne manquait que le talent.

On peut dire quand même que *Parti pris* constitue le premier effort autochtone *et sérieux* pour acclimater dans notre milieu une pensée révolutionnaire au sens fort du terme, c'est-à-dire une doctrine qui nie au départ et formellement presque toutes les valeurs de la société canadienne-française actuelle.

Au niveau religieux, la revue fait table rase de toute foi et se pose en ennemie déclarée de l'Eglise. Elle « refuse le critère de la Vérité éternelle »[2] et c'est là une position fondamentale, une des assises de la pensée qu'on se propose d'expliquer. Pour les partipristes, le christianisme n'existe pas, sauf à titre de catégorie particulière au sein des « mythes humanistes ou religieux qui perpétuent et justifient notre soumission »[3]. D'ailleurs, « l'humanisme abstrait des bourgeois et des clercs est déjà dépassé, il devient croulant et larmoyant; la pensée révolutionnaire des jeunes intellectuels qui soutiennent l'effort de libération nationale et économique du Québec est en train de prendre le dessus. »[4]

Corollaire obligé de cette première négation, la seconde n'est pas moins globale. *Parti pris* rejette toute morale objective, chrétienne ou non. « En attendant (l'indépendance), la seule morale

(1) « S'il a existé quelques partis socialistes au Québec, il n'y a jamais eu de penseurs socialistes. Sur ce plan, la tâche de *Parti pris* est immense. » Jean-M. Piotte dans *Parti pris* No 6, page 4.

(2) *Parti pris*, No 1, page 2.
(3) Ibidem.
(4) Ibidem.

qui tienne se fonde dans la réalité de la lutte révolutionnaire : est moral ce qui contribue à notre libération (nationale, économique et culturelle) ».[5] Aussi les partipristes refusent-ils tout jugement moral sur les actes des jeunes terroristes du FLQ, par exemple et sur la violence en général : « . . . nous savons que lorsqu'un combat est amorcé, la seule morale pour un combattant consiste à assumer ses actes . . . »[6]

Quelle conception de l'homme propose la revue ? La conception marxiste, c'est-à-dire le matérialisme historique. Quelle théorie de l'action ? La théorie marxiste-léniniste. Quel régime politique ? Un totalitarisme nationaliste. Quelle forme veulent-ils donner à l'Etat ? La dictature d'un parti unique de type castriste ou africain. Quelle organisation économique ? Le socialisme intégral, un collectivisme qui reste, dans leurs propos, assez mal défini mais dont le principe pour eux ne saurait être mis en cause.

Quant au régime constitutionnel qu'ils proposent, il implique l'indépendance du Québec comme préalable, l'abolition de la démocratie parlementaire et de toute opposition (« . . . la critique pour le bien général remplace la politicaillerie bourgeoise »[7] et « l'élimination de la bourgeoisie ».[8]

Comment les rédacteurs de *Parti pris* envisagent-ils de faire triompher ces idées, d'atteindre ces objectifs ? En s'emparant éventuellement du pouvoir mais non par les moyens légaux : seule la violence peut y conduire car « les partis réellement socialistes n'ont pu prendre le pouvoir, en quelque pays que ce soit, que pendant une guerre civile[9]. On admet que « la démocratie est impossible sans le principe électif au suffrage universel »[10], mais il ne saurait être question, pour arriver au pouvoir, de « tentative électorale : premièrement parce que . . . la lutte serait perdue au départ; deuxièmement parce qu'il serait contradictoire de demander au peuple d'utiliser, pour se libérer, les structures mêmes du système qui l'aliène ».[11]

En résumé, *Parti pris* propose un séparatisme intégralement laïque et anti-religieux, un socialisme totalitaire instauré par la violence, à la faveur d'une inévitable guerre civile provoquée par l'agitation systématique d'un parti révolutionnaire.

Rien de tout cela ne constitue en soi une nouveauté. Quiconque a lu un peu, ne fût-ce que les journaux, reconnaît chaque pièce de cette construction comme un objet familier. Je ne crois pas du reste qu'aucun des collaborateurs de *Parti pris* ne se figure avoir inventé aucun de ces éléments. Seul Pierre Vadboncoeur a l'air de le croire quand il écrit que les partipristes « sont plus créateurs que nous ne le sommes »[12]. Pour qui a déjà parcouru n'importe quel traité de marxisme, voire un manuel de niveau élémentaire, il est évident que les « théoriciens » de *Parti pris* (Paul Chamberland, Jean-Marc Piotte, Pierre Mabeu, Yvon Dionne) ne font que démarquer les grandes lignes de la pensée marxiste-léniniste. Il serait par trop aisé de devenir « créateur » dans le domaine de la pensée socio-politique, s'il suffisait pour cela de prêcher la dictature du prolétariat ou de formuler une critique de la démocratie parlementaire, en des termes qui étaient déjà classiques vers 1895 et qui n'ont guère varié depuis [sauf vers les années '30, quand le fascisme, le nazisme et la droite maurrassienne de France reprirent cette critique pour leur propre compte]. Il y a plus de « création » dans *La ligne du risque* de Vadboncoeur lui-même que dans les six livraisons de *Parti pris*.

Aussi est-ce à un autre niveau qu'il faut chercher l'originalité de la revue. Ce qui en fait la nouveauté, c'est qu'un groupe de jeunes adhère à ce corps de doctrine de son propre mouvement et décide d'en faire ici une propagande autochtone, sans aucun lien avec le parti communiste; c'est qu'ils entreprennent au nom du nationalisme et dans un isolement strictement national, la subversion totale de la société québecoise. C'est cela qui est nouveau, important, et dont il faudra désormais tenir compte, aussi longtemps que durera l'aventure.

Je ne suis nullement tenté, pour ma part, de hausser les épaules en présence d'une « petite revue rédigée par des gamins », ni de minimiser le phénomène en comptant les têtes. Dans ce genre d'entreprises, le nombre est au départ un facteur négligeable; c'est à l'arrivée qu'il retrouve son importance. Et je ne crois pas davantage à l'attitude paternaliste que d'aucuns adoptent envers *Parti pris,* même si un collaborateur de la revue nous désignait, dès le premier numéro, comme « nos pères, par exemple, les gens de *Cité libre* . . . »[13] (Je me contente de noter au passage que cette obsession biologique a quelque chose d'étonnant chez des jeunes qui se disent « dépucelés » qui déclarent avoir dépassé la révolte et veulent agir « positivement »[14]. Au départ de *Cité libre,* nous prenions conscience d'être une « génération sans maîtres »[15] mais nous abandonnions l'obsession paternelle au R.P. Joseph-Marie D'Anjou, s.j., qui l'exprimait du reste, contre nous, avec une joyeuse fureur !)

Non. Je refuse de traiter les partipristes comme des enfants, de me livrer ici à un grand déploiement de « compréhension » (qu'ils seraient les premiers à dénoncer comme une odieuse imposture, et avec raison); je me refuse aussi à interpréter leurs propos comme des manifesta-

(5) *Parti pris,* No 2, page 3
(6) Ibidem.
(7) *Parti pris,* No 1, p. 35.
(8) Ibidem.
(9) *Parti pris,* No 3, page 5.
(10) *Parti pris,* No 1, page 36.
(11) *Parti pris,* No 6, page 21.

(12) *Parti pris,* No 1, p. 52.
(13) *Parti pris,* No 1, p. 13.
(14) Ibid.
(15) *Cité libre,* No 2, p. 7.

tions de pétulance adolescente ou au contraire à les gober naïvement sous prétexte qu'il « ne faut pas se couper des jeunes ». Je ne feindrai pas non plus de croire que tout cela est sans conséquences.

C'est donc dire que je prends *Parti pris* au sérieux. Les partipristes ne sont pas des gamins. Ce sont des adultes. Ils sont responsables de ce qu'ils font. Impossible d'engager avec eux la conversation puisqu'ils s'enferment avec insistance dans leur propre cercle étroit, puisqu'ils s'isolent farouchement en refusant d'avance et à répétition toute forme de dialogue, puisqu'ils professent le mépris le plus explicite à l'égard de toute pensée qui n'est pas la leur.[16] Cette attitude, cependant, il serait absurde de nous en prévaloir comme d'une excuse pour les laisser prêcher tout seuls et sans contradicteurs leur croisade nationale-socialiste. Car la société qu'ils se proposent de refaire à leur guise, c'est aussi la nôtre et nous devons y vivre. L'atmosphère qu'ils veulent transformer, c'est celle que nous respirons nous-mêmes.

II

Ce qui accentue encore à mes yeux l'importance de *Parti pris,* c'est que la revue constitue de toute évidence la première tentative sérieuse en vue de dédouaner le séparatisme auprès des hommes de gauche.

Jusqu'ici, il était difficile, pour ne pas dire impossible, de verser dans l'indépendantisme quand on croyait si peu que ce fût, à une forme quelconque de progrès social, ou de promotion ouvrière. On avait beau se « sentir » nationaliste, il aurait fallu quand même un aveuglement peu commun pour tomber dans les panneaux corporatistes de l'*Alliance laurentienne*, les manoeuvres secrètes d'un O.J.C. rétrograde, les prêts à 250% d'intérêt de M. Marcel Chaput, la tendance intégriste de la *Phalange* ou les velléités indépendantistes de M. Daniel Johnson. Même dans le R.I.N., une part importante des effectifs confondait le séparatisme avec la réaction et manifestait des tendances politiques plus rapprochées du franquisme que du socialisme.

Ainsi les hommes de gauche et la partie la plus réfléchie de la génération montante éprouvaient-ils, au seuil du séparatisme, des hésitations salutaires. Ceux qui n'avaient pas compris le vice profond du nationalisme intégral étaient tout de même retenus de s'abandonner au courant par la seule vue de ce que charriait ce courant. Entrer dans un groupe séparatiste, c'était presque fatalement se retrouver au coude-à-coude avec tout ce que le conservatisme autochtone compte de plus réactionnaire, de moins démocratique et de plus bête.

(16) *Parti pris,* No 1, p. 2-13; No 6, p. 4.

Parti pris, c'est le renversement complet de la vapeur, sur tous les plans sauf celui du séparatisme. Le premier article du credo reste le même : avant tout, détruire la Confédération et proclamer l'indépendance du Québec. C'est là un absolu, un dogme auquel il faut tenir « même si c'est le P.R.Q. qui réalise l'indépendance ».[17] C'est-à-dire qu'en échange de l'indépendance, *Parti pris* serait disposée à remettre au pouvoir, du moins provisoirement, la réaction, le conservatisme, l'intolérance en matière religieuse et l'intérêt de la bourgeoisie à 250%. Et « notre société fera un pas vers l'avenir »[18].

Mais le reste du dogme partipriste est tout entier socialiste. Si totalement socialiste, à la vérité, que M. Khrouchtchev lui-même, en comparaison, prend des airs de capitaliste bourgeois, sans parler du N.P.D., du socialisme scandinave et du travaillisme anglais : mesurées à l'aune partipriste, ces formations socialistes apparaissent comme d'insipides décoctions. C'est dire que désormais, la route se trouve pavée pour tous les hommes de gauche que leurs convictions (en lutte avec leurs émotions et leurs sentiments) avaient retenus jusqu'ici au bord du nationalisme total.

Je dois dire que la manoeuvre, un peu grosse à la vérité, s'avère étonnamment efficace.

Des hommes d'âge mûr qui auraient trouvé indécent de devenir séparatistes avec Barbeau, Chaput ou même Bourgault, font le saut dans *Parti pris* sans que leur vertu socialiste ne paraisse violentée outre mesure, sans éprouver le moindre malaise apparent à troquer la primauté du social contre la primauté de la nation. On peut donc soupçonner que des garçons plus jeunes, cautionnés par ces hommes de gauche, croiront marcher vers le progrès et se donner une pensée politique valable, en s'engageant dans cette aventure.

Auront-ils raison ? Ce n'est pas mon avis. Je crois au contraire que l'action de *Partis pris,* si jamais elle parvenait à dépasser le stade des proclamations d'intentions purement verbales, engagerait les Canadiens français, comme personnes et comme groupe, dans l'une des pires impasses de notre histoire. Je crois que, même s'ils y mettent beaucoup plus de talent, les partipristes construisent un séparatisme de gauche aussi irréaliste et probablement plus utopique encore que l'indépendantisme de droite des Chaput, Barbeau et Cie.

De cela, Pierre Vadboncoeur n'est pas totalement inconscient quand il écrit : « La jeune génération est différente de la nôtre en ce qu'elle ne préjuge de l'échec d'aucune idée. Elle ambitionne donc de jeter tout le poids de ses idées dans la balance. Elle calcule peut-être moins bien car elle ne calcule guère »[19].

(17) Jean-M. Piotte, *Parti pris,* No 1, p. 29.
(18) Jean-M. Piotte in *Parti pris,* No 1, p. 29.
(19) *Parti pris,* No 1, p. 52.

En vérité, on ne saurait mieux dire. Mais Vadboncoeur n'a pas l'air de soupçonner qu'il prononce là une condamnation quasi définitive contre l'équipe qu'il veut ainsi flatter. Dire à des marxistes qu'ils ne calculent guère, c'est leur faire la plus grave injure. Le marxisme n'est-il pas avant tout la prétention d'appliquer à l'action politique une méthode rigoureusement scientifique, d'en déterminer les objectifs et les moyens d'après des calculs aussi rigides (et, selon les marxistes, aussi infaillibles) que les mathématiques elles-mêmes ? On imagine la tête d'un Lénine, montant à bord d'un wagon plombé pour traverser l'Allemagne en guerre contre son pays, si quelqu'un s'était avisé de lui faire un tel compliment !

Quiconque conçoit la politique comme un rapport de forces qu'il s'agit de modifier dans un sens déterminé (et c'est le cas des marxistes) se préoccupe d'abord et avant tout de calculer exactement ce rapport lui-même et la possibilité de le modifier. Celui qui calcule mal ou pas du tout ne fait pas de la politique mais de la rhétorique, du prophétisme à la noix ou du pamphlet.

Ainsi, par exemple, *Parti pris* se donne pour objectif de construire en « terre Québec » un Etat indépendant, totalitaire et socialiste, c'est-à-dire un Cuba en plus petit mais sans aucun lien avec l'URSS, comptant sur lui-même et personne d'autre, d'abord pour s'arracher par la violence au reste du continent, ensuite pour subsister, bâtir son économie, s'épanouir.

Est-il seulement possible, pour un citoyen sain d'esprit, de considérer ce rêve farfelu comme un objectif politique valable ? Est-il justifiable d'encourager dans cette voie, fût-ce seulement par le silence, des jeunes qui se proposent tranquillement de trucider leur prochain pour réaliser cet objectif ?

On a presque honte d'avoir à réfuter une telle sottise, de rappeler que la Hongrie, en 1956, tenta pareille aventure, dans des circonstances mille fois plus favorables, et se réveilla quelques semaines plus tard dans un bain de sang, nez à nez, au coeur de Budapest, avec les chars soviétiques. On hésite, tant c'est évident, à rappeler l'effondrement économique de Cuba et le fait que sans l'appui russe, le régime castriste serait depuis longtemps mort de faim. Même une Albanie étouffée dans son isolement est impensable en Amérique du Nord. Que tous ces précédents n'impressionnent guère les partipristes, qu'ils ne sentent même pas le besoin de les envisager, d'en tenir compte dans leur « analyse », cela donne la mesure de leur réalisme et explique suffisamment qu'ils refusent le dialogue et la discussion. Ils ont raison. Ce genre de propositions s'accommode mieux du monologue, qui dispense le prophète de faire face aux objections.

Mais comment expliquer qu'un Vadboncoeur ne voie là qu'une « méthode (qui consiste) à multiplier le hasard » et une « agitation passionnante d'où naissent des concours de circonstances qu'une action trop linéaire ne pourrait jamais provoquer » ? Ce ne sont pas des « concours de circonstances » qu'on provoquerait ainsi ni des « hasards » mais des conséquences qu'un enfant de dix ans peut prévoir dès aujourd'hui, une catastrophe aussi inévitable que le gel en hiver.

Vadboncoeur sent-il au moins le besoin de formuler des réserves, d'exprimer quelque doute ? Pas du tout, pas l'ombre d'une hésitation. Ses foudres, il les réserve aux « amiables compositeurs »[20], aux « réalistes » qui commettent le crime de ne pas marcher, comme lui, toutes voiles dehors vers l'impossible. Il faut noter, d'ailleurs, qu'il accepte aujourd'hui, sans réserve ni vérification, ce qu'il refusait en 1953, sans plus de réserve ni de vérification. La ressemblance entre les deux phrases suivantes est frappante et révélatrice.

Pierre Vadboncoeur écrivait, voilà dix ans, dans une « Critique de notre psychologie de l'action » (les soulignés sont de nous) :

« Le problème étranger (universel) et me- à notre corps défendant, *et dans une belle ignorance des prophètes de la réaction nationale,* le rance des prophètes de la réaction nationale, le premier effort d'action qui, depuis 1900-1910, ait eu quelque style. Il est significatif que ce qui aujourd'hui actue notre valeur, ce soit précisément la conjoncture dont le développement nous forcera un jour à *poser tous les problèmes, sans exception, sur un plan indifférent à notre « survivance »*. (Cité libre, No 8, novembre 1953.)

En février dernier (Cité libre, No 64) il affirmait :

« On a tort d'amoindrir le mouvement nationaliste actuel : c'est le véhicule d'idées nouvelles le plus puissant que nous ayons vu en un siècle. »

En 1953, dans une « Dissidence » à l'article précité, le soussigné défendait contre Vadboncoeur les valeurs nationales. On comprendra donc que, devenu pour la seconde fois à ses yeux un méprisable « amiable compositeur » mais pour des raisons diamétralement opposées à celles qu'il invoquait contre moi en 1953, je ne me hâte pas trop aujourd'hui de tomber d'accord avec lui. J'attendrai plutôt 1973. Peut-être, dans dix ans, aura-t-il découvert qu'en politique, il existe des réalités constantes dont il faut tenir compte si l'on ne veut pas devenir un simple objet balloté par les vagues successives et contraires de l'émotivité collective.

Vadboncoeur n'est pas le seul, du reste, à se laisser porter par le courant. Le P. André Vachon, s.j., ne trouve pas une seule ligne, en trois grandes pages de *Relations*[21], pour mettre

(20) *Cité libre*, No 64 — Février 1964, p. 12.
(21) *Relations*, No 275, nov. 1963, p. 326.

en doute les objectifs politiques de *Parti pris.* Et M. Jean Blain, professeur d'histoire à l'Université de Montréal, écrit de son côté[22] que « compte tenu des *objectifs* (c'est nous qui soulignons) le point de vue de *Parti pris* lui « apparaît logique, *mesuré, réaliste* ».

Le plus curieux, dans toute cette affaire, c'est que les « partipristes annexés » (à quelques exceptions près) trouvent tous nécessaire de se dissocier d'une rubrique de la nouvelle revue : celle des *Vulgarités* qui termine chaque livraison. Qu'on veuille faire du Québec un Etat totalitaire en supprimant toute opposition, cela ne les gêne pas assez pour qu'ils le mentionnent. Mais que *Parti pris* dise spirituellement de quelqu'un qu'il est « fou comme de la marde » ou suggère qu'on « torde les couilles » à quiconque ne pense pas comme eux, cela les scandalise.

C'est sans doute qu'ils n'ont pas lu avec assez d'attention le numéro de *Parti pris* où André Major explique ce phénomène. « Mademoiselle Valentine, écrit-il, gros-cul-belle-âme, prétendait que nous étions des voyous parce que, le soir venu, nous allions faire le mal devant son commerce. La vérité, c'est que nous prenions plaisir à écrire des obcénités sur la vitrine de son commerce. Un commerce de caleçons, pas moins. »[23] Voilà qui devrait rassurer tout le monde. Et même privé de ces précisions, n'était-il pas facile de deviner, au style de ces *Vulgarités,* qu'elles remplaçaient pour les partipristes les graffitti qu'ils ne peuvent plus tracer sur les murs des W.C. collégiaux, depuis qu'ils ont quitté le collège ?

Ce ne sont donc pas les *Vulgarités* qui m'étonnent mais ceux qui s'en offusquent tout en gobant comme un oeuf frais la perspective « mesurée » d'une Albanie nord-américaine.

III

On comprend, par ailleurs, que les laudateurs de *Parti pris* reprochent leur réalisme à ceux d'entre nous qui refusent de monter dans « le véhicule le plus puissant que nous ayons vu en un siècle » sans tout au moins vérifier les pneus au préalable. On comprend aussi que M. Jean Blain félicite les partipristes « de n'avoir pas cherché à établir le bien-fondé de cet archétype »[24] (indépendance, socialisme et laïcisme) sur lequel ils prétendent modeler leur Québec. Car pour établir le bien-fondé d'un objectif politique, il leur aurait fallu aborder la réalité, montrer qu'il est possible d'incarner dans les faits les idées qu'ils préconisent. Or on est frappé, dès les premières pages du premier numéro de *Parti pris,* par le mépris de la réalité qui caractérise la démarche des collaborateurs.

(22) *La Presse,* 16 fév. 1964.
(23) *Parti pris,* No 3, déc. 1963, p. 38.
(24) *La Presse,* 16 février 1964.

Un exemple. Dans le premier paragraphe du premier article de la première livraison, on peut lire les lignes suivantes : « Ainsi les intellectuels de la génération qui nous précède, en prenant le parti de « l'objectivité » jouaient le rôle du spectateur impartial; ils se situaient en face de, donc hors de la réalité, se condamnant du même coup à ne plus pouvoir la changer, substituant à la violence des relations et des luttes concrètes entre les hommes l'abstraite futilité du dialogue et de la discussion (. . .) Nous avons, au contraire, pris le parti de nous situer hors de cette forme abstraite . . . etc. »

De qui parle-t-on ici ? Et qui parle ?

Il est question des hommes qui ont passé la quarantaine. Entre autres, de ceux qui ont fait *Cité libre* (et que les partipristes prennent à partie avec une délectation particulière) c'est-à-dire des gens qui se sont engagés pour la plupart dans le syndicalisme, qui ont contribué de leur mieux au développement du mouvement ouvrier, que les négociations, les grèves, l'éducation ouvrière absorbaient à tel point (quand ce n'était pas la police et les procès) que leur revue paraissait, ma foi, fort irrégulièrement. Mais chaque article de cette revue visait à transformer, à remuer, à secouer la société canadienne-française. Ce sont eux les spectateurs impartiaux, absents des « relations et des luttes concrètes entre les hommes » ? Les hommes d'Asbestos, de Noranda, de Louiseville, d'Arvida, de Murdochville ?

Mais qui donc les décrit ainsi ? Qui dit : « Nous au contraire » ? Des garçons qui ne sont guère sortis des livres, dont le temps se passe à rédiger des articles, à écrire des poèmes et dont la plupart n'ont jamais vu un meeting ouvrier. Ils ont participé, un soir de l'automne dernier, à une manifestation, Place des Arts, et n'ont guère cessé d'en parler depuis, dans chacune des livraisons de leur revue, qui paraît avec la régularité d'un périodique suisse . . .

Y aurait-il maldonne ?

Je crois plutôt observer ici (et dans toute la suite de leurs propos) une projection sur la réalité de certains schèmes intellectuels établis d'avance dans l'esprit des partipristes. Quand ils « analysent » le réel, l'opération consiste, le plus souvent, à faire entrer la réalité, de gré ou de force, dans des catégories pré-fabriquées aussi rigides que des moules à gauffres.

La toute première de ces catégories, et sans doute la plus rigide, c'est le séparatisme lui-même, qu'on nous présente comme un « donné révélé ». A aucun moment les partipristes ne tentent d'en faire la preuve; ils y croient a priori et leurs articles ne sont écrits que pour commenter ce dogme politique, pour en élaborer l'ascèse et indiquer comment chacun doit y soumettre son esprit. Il n'est même pas question d'en discuter.

En matière de socialisme, l'attitude est la même. On ne démontre pas; on s'incline d'avance, on rend un culte, on cite la bible et les prophètes, on proteste de sa fidélité à la doctrine: « Et ici, je demeure très orthodoxe », écrit Jean-Marc Piotte. « Lénine a expliqué cette dialectique . . . »[25]

Tout se passe donc comme si les partipristes, en « refusant le critère de la Vérité éternelle », avaient transposé au niveau politique les attitudes de l'homme religieux. Ayant retiré leur adhésion au dogme chrétien, ils se sont hâtés d'en fabriquer un autre, politique celui-là, qu'ils veulent imposer à leur prochain selon les plus pures méthodes inquisitoriales, dénonciations, accusations, violence. L'un d'entre eux reprend brillamment le procès de certaine pédagogie collégiale en matière religieuse[26]. Mais à peine a-t-il prononcé contre elle ses dernières condamnations que, dans le même souffle, il se met à pratiquer lui-même cette pédagogie en matière politique. Bref, les partipristes ont changé de dogme mais c'est le même dogmatisme qu'ils perpétuent dans notre milieu avec enthousiasme. Il n'y manque même pas la scolastique savantasse de nos plus mauvais manuels de philo: « La raison analytique établira le caractère différentiel de ces quotidiennetés, mais elle risque ainsi de donner une idée fausse sur la complexité des situations en reconstituant, à partir des éléments découverts par l'analyse, une mosaïque de vécus hétérogènes. La compréhension dialectique des « vécus quotidiens » doit montrer leur réciprocité, leur rapport en tant que différence et contradiction »[27].

Il n'y manque pas non plus le thème de l'isolement, du repliement sur soi qui caractérisa toujours notre dogmatisme et singulièrement le dogmatisme nationaliste. Prophétisant sur la révolution partipriste, Denys Arcand envisage sans sourciller le fait que « nous serons pratiquement coupés pendant des années de tout apport culturel extérieur, et il ne faudra chercher de forces qu'en nous-mêmes ».[28]

* * *

Non, cher Pierre Vadboncoeur, je ne tiens pas plus que vous à « préjuger de l'échec d'aucune idée ». Mais de ces idées-là, certaines ont déjà échoué lamentablement, certaines autres ont « réussi », par exemple dans le stalinisme, à transformer des hommes en cadavres ou en automates apeurés (cf. M. Khrouchtchev au XXIe Congrès); certaines, enfin, relèvent de la plus haute fantaisie, un genre littéraire qui n'a jamais réussi, que je sache, aux peuples qui s'en sont inspirés pour élaborer leur politique.

Je dirai, quelque autre jour, ce qui me paraît valable dans les aspects secondaires de l'aventure *Parti pris*. Mais quand des gens prétendent nous embarquer, pour une dure traversée politique, à bord d'un bateau de papier, il est difficile de ne pas crier au naufrage, même si ce cri « préjuge de l'échec d'une idée ».

★

(25) *Parti pris*, No 6, mars 1964, p. 3.
(26) « De la révolte à la révolution », par Pierre Maheu, *Parti pris*, No 1.

(27) P. Chamberland in *Parti pris*, No 2, p. 19.
(28) *Parti pris*, No 2, p. 58.

UNE THÉORIE ÉCONOMIQUE
de la
RÉVOLUTION AU QUÉBEC

par *André NORMANDEAU* *

LES théories révolutionnaires sont nombreuses et diversifiées. Crane Brinton,[1] en essayant de décrire les éléments semblables que l'on pouvait dégager de l'étude des révolutions américaine, française et russe, caractérisait celles-ci sur la base de sept uniformités : 1) une société pré-révolutionnaire est sur la voie du progrès économique, du moins dans certains secteurs, 2) un antagonisme de classes existe au sein de cette société, 3) la désertion d'un type d'intellectuels, 4) l'inefficacité du gouvernement, 5) une classe dominante qui a perdu confiance en elle, 6) l'échec financier du gouvernement, et 7) l'abus de la force contre les rebelles. Pris à un autre niveau d'analyse, nous pouvons affirmer que ces uniformités peuvent constituer autant de théories révolutionnaires. Et de ce fait, elles en sont. Les historiens les plus brillants ont d'ailleurs souvent privilégié l'un ou l'autre de ces éléments pour tenter d'expliquer tel ou tel mouvement social un tant soit peu révolutionnaire. Une théorie toute particulière, que les chercheurs en sciences sociales préfèrent depuis quelques années, est celle de l'aliénation, théorie mise évidemment de l'avant par le premier sociologue à concevoir dynamiquement la société, Karl Marx, particulièrement dans ses oeuvres de jeunesse. La revue *Parti Pris* s'est engagée elle-même pour ainsi dire dans cette voie puisque le thème central de la « présentation » de son premier numéro, en octobre 1963, parlait d'aliénation politique, économique, et culturelle des Québécois, ainsi que de la possibilité objective du dépassement de l'aliénation par la révolution. La revue *Cité Libre,* sans être révolutionnaire, s'est mise assez récement à analyser, non pas la « possibilité objective », mais la « réalité objective » d'un phénomène désormais catalogué sous l'étiquette de « révolution tranquille ». Nous voudrions, dans cet article, faire le pont entre la « réalité » et la « possibilité », en nous attachant à étudier les conséquences de la « révolution tranquille » dans le schéma analytique d'une théorie économique de la révolution au Québec. Certes, plusieurs théories non-économiques pourraient être axées sur l'étude du même problème. Nous en avons énuméré quelques-unes plus haut, et loin de nous est l'idée de les rejeter. Cependant, nous préférons pour le moment centrer notre réflexion

---

(1) Crane Brinton, *Anatomy of Revolution*, N.Y., Vintage Books, Inc., 1957.

* *André Normandeau est diplômé en sociologie de l'Université de Montréal.*

sur la perspective économique. La théorie que nous présentons n'est, en réalité, qu'un maillon hypothétique d'une réalité beaucoup plus complexe.

Karl Marx et de Tocqueville

Rappelons-nous le « Manifeste du Parti Communiste » où Marx et Engels exhortaient les prolétaires de toutes les nations à s'unir dans une révolution universelle, car ils n'avaient rien à perdre, sinon leurs chaînes, disaient-ils. La théorie révolutionnaire était la suivante : la dégradation progressive de la classe ouvrière industrielle en arrivera à un niveau de désespoir si bas que la révolte naîtra spontanément pour ainsi dire. Cette thèse est demeurée fameuse. Cependant, il faut constater que dans un essai moins connu Marx a exprimé une idée antithétique[2]. Pour résumer sa pensée, disons que Marx vit la possibilité de l'émergence d'un terrain-révolutionnaire où le malaise généralisé pré-conditionnant la brèche révolutionnaire possible prendrait force, non pas grâce à une dégradation progressive des conditions d'existence du prolétariat, mais par le décalage progressif qui s'accentuerait entre des conditions existentielles économiques et de bien-être qui pourraient augmenter au niveau des ouvriers, mais qui proportionnellement augmenteraient encore plus vite et plus extensivement au niveau des capitalistes. Nous avouons que cette seconde thèse de Marx nous sourit plus que la première (toute auréolée de prestige historique que puisse être la première), car l'histoire elle-même du monde industriel occidental, depuis disons cinquante ans, prouve que la « dégradation progressive » est loin d'avoir eu lieu, et cela pour des raisons diverses, dont le développement du syndicalisme, et l'idéal ou l'idéologie de la démocratie qui, en se répandant, a forcé les gouvernants à passer plusieurs lois pour améliorer le niveau socio-économique de la « masse » . . . Nous croyons, qu'appliquée au milieu québécois, la seconde thèse marxiste est beaucoup plus valable ici. Des sociologues statisticiens ou des économistes auraient avantage à s'inspirer de cette hypothèse dans leurs travaux sur la division du travail, par exemple. La seconde thèse de Marx peut devenir utile également si nous la comparons à celle d'Alexis de Tocqueville au sujet de la révolution française et d'autres mouvements sociaux et économiques du dix-septième et du dix-huitième siècles. Selon de Tocqueville[3], les révolutions ne sont pas toujours le fruit d'un déclin économique et social. En effet, ce sont souvent les nations ayant subi les oppressions les plus sévères, patiemment et presque inconsciemment, qui se révoltent brusquement contre le joug oppresseur au moment même où le joug devenait plus léger et au moment où les conditions de bien être s'amélioraient pour leurs populations. Le régime que ces nations détruiraient par la révolution serait même le plus souvent plus clément et plus ouvert dans la période préparatoire à la révolution qu'en aucun autre temps auparavant. C'est que, dit de Tocqueville, les mauvais traitements sont endurés patiemment lorsqu'ils semblent inévitables, mais lorsque la possibilité de s'en échapper s'est fait jour, ils deviennent intolérables. La théorie de de Tocqueville pourrait à elle seule inspirer des recherches sur le Québec, car les Québécois français sont justement dans cette position d'une minorité qui « mange bien », i.e. dont le niveau de bien-être s'accroît. La révolution est-elle possible dans de telles circonstances ? Oui, répondrait Marx (deuxième thèse), car le niveau de vie des Anglais s'accroît encore plus vite. Oui, répondrait également de Tocqueville, car les mauvais traitements (sens large) et l'oppression endurés patiemment depuis une couple de siècles par les Québécois français ont ancré chez eux un sentiment révolutionnaire qui n'était que faiblement « en puissance » autrefois, le joug leur semblant inévitable; mais alors qu'aujourd'hui il est possible de penser (et les mouvements récents au Québec le prouvent) sérieusement à se débarrasser du joug capitaliste « étranger », l'oppression pourrait facilement devenir intolérable, car le sentiment révolutionnaire est plus libre de revenir à la surface.

La théorie de la courbe en J

Cependant, les hypothèses précédentes ne sont que des idées qui ne représentent qu'une étape dans l'élaboration de la théorie économique dont nous parlions au début. En fait, nous croyons qu'il serait utile de juxtaposer les idées de Marx (la première thèse, cette fois) et de de Tocqueville, car les deux thèses ont une valeur explicative valable, et possiblement une valeur de prédiction non négligeable, lorsqu'elles sont employées ensemble. Un sociologue américain, J. A. Davies[4], a d'ailleurs tenté récemment cette jonction pour en arriver à formuler la théorie suivante, théorie qui sera substantiellement la nôtre: « Revolutions are most likely to occur when a prolonged period of objective economic and social development is followed by a short reversal. People then subjectively fear that ground gained with great effort will be quite lost; their mood become revolutionary ». Si nous nous plaçons dans le cadre d'une société industrielle, l'idée croyons-nous est la suivante. Dans le cours normal des événements quotidiens, le peuple voit ses besoins socio-économiques satisfaits

---

(2) Karl Marx et F. Engels, *"Wage Labour and Capital", selected works in two volumes*, Moscow, Foreign Languages Publishing House, 1955, vol. 1, p. 94.

(3) A. de Tocqueville, *The Old Regime and the French Revolution*, N.Y., Harper and Bros, 1856, p. 214.

(4) J. C. Davies, *"Toward a Theory of Revolution"*, American Sociological Review, février 1962, no 1, p. 5-18.
Free Press of Glencoe, 1957, chap. 11 : The Self-Fulfilling Prophecy, pp. 421-437.

« actuellement » dans une mesure x. Cependant, correspondant à cette satisfaction actuelle des besoins, nous pressentons la présence chez tous et chacun d'une satisfaction anticipée des besoins existants et à venir qu'on ne peut se permettre dans le moment, mais sur laquelle le dynamisme humain est axé. Et cela se comprend. En effet, d'une part, la mobilité sociale qui caractérise le monde du travail permet aux gens d'anticiper un « meilleur job », donc un revenu plus élevé et des besoins plus satisfaits. D'autre part, la publicité de masse qui force en quelque sorte les mêmes personnes à projeter dans un avenir assez immédiat la possibilité de satisfaire les nouveaux besoins qu'elle crée, devient un stimulant continuel qui *maintient toujours la satisfaction anticipée des besoins à un niveau supérieur à la satisfaciton actuelle des besoins.* Les hommes qui sont satisfaits en 1964 d'une mesure x, veulent l'être en 1967 d'une mesure y. Si la réalité concrète et manifeste ne correspond pas un tant soit peu en 1967 à la mesure y, un état d'anxiété et de frustations émergera dans la « masse » de ces hommes. Aujourd'hui le *décalage* est *tolérable* entre ce que la population veut et ce qu'elle obtient. Mais si le progrès économique « normal » régresse radicalement pour une cause ou une autre pendant les années qui viennent, *le décalage* entre ce que la population veut et ce qu'elle obtient en 1967 est intolérable car la différence alors entre la satisfaction actuelle et la satisfaction anticipée, disons pour 1970, est double puisque la satisfaction anticipée en 1964 pour 1967 ne s'est pas elle-même concrétisée. Nous n'avons qu'à nous représenter, afin de comprendre, un diagramme où une abcisse x, symbole du temps, et une ordonnée y, symbole des besoins, se rencontrent. Deux diagonales en partent, mais dont l'une, représentant la satisfaction anticipée des besoins, est toujours plus élevée que l'autre qui représente la satisfaction actuelle des besoins. Si le progrès économique est bloqué, nous pouvons nous représenter la diagonale de la satisfaction anticipée continuant en ligne droite alors que celle de la satisfaction actuelle se stabilise et même régresse, prenant ainsi *la forme d'une courbe en J.* Plus la courbe en J se développe, plus le décalage est intolérable entre ce que la population veut et ce qu'elle obtient. Le terrain propice à la révolution est ainsi fertilisé car les gens craignent alors subjectivement que les efforts déployés précédemment vont perdre leur valeur. Le moment où la révolution éclate peut correspondre en théorie à la réalité d'une courbe en J parfaitement formée.

Le Québec et la révolution

Si nous pensons le problème en fonction du Québec, il semble bien qu'en général la population est satisfaite de la gratification actuelle de ses besoins, en même temps qu'avec le progrès économique elle anticipe d'ici quelques années une gratification beaucoup plus grande de ses besoins. Va-t-elle l'obtenir ? Dans le cours normal du marché économique international et national, nous serions portés à répondre affirmativement. Le modèle de la « courbe en J », où un décalage intolérable existerait entre ce que la population veut et ce qu'elle obtiendra, ne semble pas devoir s'appliquer. Le terrain propice à la révolution ainsi que la révolution elle-même ne semblent pas près d'éclore. Cependant, dans le contexte nationaliste québécois de l'heure, une dimension non économique entre en jeu, qui pourrait changer la situation économique « anticipée », mettre en place le modèle de la « courbe en J », et accélérer ainsi le mouvement révolutionnaire. En effet, repassons en revue les principaux événements des dernières années, tout le réveil « nationaliste » des Québécois, ce que les observateurs ont appelé la « révolution tranquille » : 1) la naissance depuis 1957 de certains mouvements séparatistes qui se sont fait connaître en dehors même de la Province de Québec, et qui se sont assez bien structurés; 2) la victoire politique libérale de 1960, les discours nationalistes du ministre René Lévesque, même devant des auditoires anglais et juifs, la teinte un tant soit peu socialiste de l'opération « nationalisation de l'électricité », la SGF., l'ouverture de la Maison du Québec ainsi que la visite de Lesage à Paris, ce qui a valu au Québec une publicité assez nourrie en France, les conférences fédérales-provinciales avec les ultimatums de Lesage en faveur d'une plus grande autonomie financière de l'Etat du Québec, l'annonce enfin de la préparation d'un plan quinquennal de développement économique du Québec par le gouvernement, symbole pour plusieurs de « socialisme » sinon de « communisme »; 3) la tendance plus nationaliste et plus exigente envers l'incohérence de la Constitution canadienne, en 1964, de Daniel Johnson, ou de la Société St-Jean-Baptiste, ainsi que des syndicalistes québécois, sans compter la fondation d'un Parti Socialiste du Québec, qui ouvertement se sépare de l'aile NPD fédérale; 4) le mouvement révolutionnaire et actif du FLQ, qui l'été dernier a affiché ouvertement et « avec force » le sentiment nationaliste québécois.

Au fond, ce n'est pas réellement à une révolution que Pierre Vallières se référait dans un article de *Cité Libre* en février dernier, car en général (et là nous revenons à notre théorie) la population est relativement satisfaite de ce qu'elle obtient, et n'est pas prête à « s'embarquer dans la galère » d'une révolution si « tranquille » qu'elle puisse être. Toutefois, et c'est là le point important, la « révolution tranquille » pourrait préparer les bases d'une révolution véritable, déclenchée du fait de l'existence de troubles civils violents entraînant le remplacement du groupe qui gouverne, par un autre possédant l'appui d'une masse populaire plus large. En effet, les éléments de la « révolution tranquille » prennent une certaine importance

aux yeux de ceux qui les voient de l'extérieur, en même temps qu'ils paraissent ambigus à ceux qui ne connaissent pas le Québec. De plus, portées sur les ailes de la rumeur, les réalisations de cette « révolution tranquille » prennent une importance exagérée aux yeux des étrangers, sans compter que la rumeur falsifie et altère inconsciemment les faits. Et c'est ainsi que les « étrangers », se fiant à leur perception des événements de la « révolution tranquille », se font une vision du Québec beaucoup plus socialiste et révolutionnaire que ne le laissent percer les analyses objectives des faits.

La vision des étrangers

Ces visions « non formelles » sont de plusieurs ordres. C'est ainsi que le Président Kennedy déclarait à la télévision américaine, pour justifier les moyens financiers qu'il requiert des fonds privés pour les pays sous-développés, qu'il valait mieux investir dans ces pays « libres » plutôt qu'au Québec où le socialisme vient de nationaliser les compagnies privées d'électricité. Les Américains pensent tellement qu'il y a une « révolution » au Québec, qu'une cinéaste américaine est même venue interviewer quelques sociologues à l'Université de Montréal afin de compléter le tournage d'un film intitulé « Revolution in Quebec ». Dans le même ordre d'idée, un reportage publié en *première page* du « *New York Times* » (24 février) rapportait les propos du ministre québécois du revenu, M. Eric Kierans, bien connu dans les milieux financiers de la bourse canadienne et américaine, qui affirmait, quoique d'une façon très nuancée, qu'un Québec séparé du reste du Canada serait viable. Voilà les capitalistes américains mis en garde un tant soit peu contre le Québec. Quant aux Canadiens anglais, il ne saisissent vraiment que deux choses. D'abord, qu'il est dangereux de vivre au Québec. En effet, le journaliste Bill Bantey, du journal « *The Gazette* » de Montréal, de retour de l'Ontario et du Manitoba, provinces qu'il a parcourues sous la peau d'un Canadien français, écrit dans son journal, en date du trois février, que « le Canadien anglais ne connaît le Canadien français qu'à travers les manchettes tapageuses de leurs journaux sur les ultimatums, les bombes, le séparatisme ». Les vols d'armes récents dans les manèges militaires du Québec, et le discours de M. Chaput à Toronto (24 février) déclarant que la reine Elizabeth risque d'être accueillie « brutalement » lors de sa visite au Québec l'automne prochain, sont ainsi des nouvelles que les journaux anglais publient « en grande manchette », et que le Parlement d'Ottawa discute pendant des jours entiers. Les Canadiens anglais considèrent déjà que les Canadiens français sont des socialistes « en puissance », sinon en fait. L'édition du 8 février du *Financial Post*, journal financier publié à Toronto, consacre plusieurs articles au Québec, et laisse entendre que le radicalisme menace le Québec. Les hommes d'affaires ne sont évidemment pas rassurés par de tels propos. Le problème, en fait, en est un de « communications ». Sous le titre « Quebec changes : where do we go from here ? », une importante conférence réunissait le 4 mars au Reine Elizabeth les membres du Advertising and Sales Executives Club de Montréal. M. Michael Barkway, éditeur et rédacteur du « *Financial Times of Canada* », intitula sa conférence : « Est-il sain d'investir au « nouveau » Québec ? ». Le journaliste de *La Presse* (5 mars) terminait le résumé de cette conférence par ces mots de M. Barkway (en substance) : « Anglais et Français cultivent des mythes, mais les hommes d'affaires et les financiers en nourrissent aussi et il faut les respecter. Le plus fort, c'est leur croyance en l'entreprise libre, même si la plupart reconnaissent qu'on est à l'âge de l'économie mixte. Même sans conflits entre hommes d'affaires des deux langues, entre investissements privés et planification gouvernementale, une sensation de malaise et de conflits demeure et fait planer un certain doute sur les possibilités d'investissement. La raison ? *Too many « wrong noises »* venant du Québec. Par exemple, même si la nationalisation de la Shawinigan s'est opérée en douceur et s'il n'y a rien de « méchant » dans l'unification des compagnies d'électricité, il est demeuré des soupçons auxquels Bennett a échappé en Colombie-Britannique avec son expropriation, parce qu'il a fait « the right noises ». Nous parlions précédemment de la psychologie des rumeurs. Il faudrait peut-être parler plutôt de celle des « wrong-right noises » !

La révolution concrétisée

A ce rythme là, et en se remettant précisément dans le contexte de la psychologie des rumeurs, il appert que l'image déformée du Québec, vu comme « révolutionnaire et socialisant », est en train de se cristalliser dans l'esprit des capitalistes « étrangers ». Ces derniers vont s'alarmer de plus en plus de ces « dangers » possibles. Il peut même arriver un point critique où, les rumeurs s'étant intensifiés à un degré considéré comme réellement menaçant par les capitalistes, ceux-ci n'investiront plus au « nouveau » Québec, comme le disait Barkway, ou même se retireront avec leurs capitaux, de peur de les perdre. Si nous suivons alors le fil de notre théorie, nous pouvons prévoir la suite : les capitaux étrangers se retirant du Québec, le développement socio-économique s'arrête assez brusquement, et se met même à diminuer (modèle de la courbe en J). Or la population a déjà projeté dans l'avenir ses espoirs de satisfactions des besoins. Le décalage entre l'anticipation et la situation du moment s'élargissant sans cesse, il devient intolérable, et un malaise « propulsif à la révolution » prend racine de plus en plus profondément, car la population craint que le terrain

gagné de haute lutte lui échappe. Comme le disait une proposition de Davies, « their mood becomes revolutionary ». Ainsi serait confirmée la réalité de la théorie économique de la révolution, élaborée à partir d'une jonction de la théorie de Marx et Engels, ainsi que de de Tocqueville, « théorie de la courbe en J » selon laquelle les révolutions ont de fortes possibilités de se réaliser lorsqu'une période prolongée de développement socio-économique est suivie par un renversement assez radical. Dans le cas du Québec, le renversement fait suite au retrait de capitaux étrangers.

La prédiction créatrice

Mais la cause elle-même de ce retrait est d'ordre psychologique (rumeurs). Aussi serait-il peut-être plus juste de parler d'une *théorie psycho-économique de la révolution au Québec*. En effet, et c'est paradoxal, ceux qui étaient les plus anti-révolutionnaires (les « étrangers ») auront été à l'origine directe, en quelque sorte, du déclenchement de la révolution, alors que l'origine indirecte en est les événements de la «révolution tranquille» qui n'étaient pourtant pas, en puissance, aptes à provoquer la révolution véritable. Le phénomène global de ce paradoxe a d'ailleurs été déjà formulé en théorème par le doyen des sociologues américains, W. I. Thomas : « Quand les hommes considèrent certaines situations comme réelles, elles sont réelles dans leurs conséquences ». Comme l'écrivait R. K. Merton, en commentant ce théorème, si le théorème et ses incidences étaient mieux connus, moins rares seraient ceux qui comprennent le fonctionnement de la société. Dans son article intitulé *La Prédiction Créatrice* (The Self-Fulfilling Prophecy)[5], Merton mentionne comment la première partie du théorème nous rappelle catégoriquement que les hommes réagissent non seulement aux caractères objectifs d'une situation, mais aussi, et parfois surtout, à la signification qu'ils donnent à cette situation. Et cette signification (un Québec révolutionnaire et socialiste), une fois donnée, détermine le comportement (peur d'investir et fuite des capitaux) qui en résulte avec ses conséquences (courbe en J et révolution). Le théorème de Thomas nous dit en fait que les définitions collectives d'une situation (prophéties et prévisions) font partie intégrante de la situation et affectent ainsi ses développements ultérieurs, de sorte que « La Prédiction Créatrice » débute par « une définition *fausse* (un Québec radical alors qu'il n'en est rien) de la situation, provoquant un comportement nouveau (fuite des capitaux) qui rend *vraie* la conception fausse à l'origine (courbe en J et évolution réelle).

(5) R. K. Merton, *Social Theory and Social Structure*, Free Press of Glencoe, 1957, chap. 11 : The Self-Fulfilling Prophecy, pp. 421–437.

Nous semblons peut-être nous répéter indûment, mais nous comprendrions mieux le fonctionnement de la société canadienne si nous tenions compte de cette réalité. Les contradictions de la logique collective mériteraient de retenir notre attention dans toute analyse sérieuse de la situation.

Tactiques et contre-tactiques

C'est ainsi qu'un type de révolutionnaires n'aurait qu'à continuer à encourager la politique actuelle du gouvernement québécois, à maintenir le rayonnement des partis séparatistes ainsi que leur publicité, et à soutenir les idées des intellectuels nationalistes-socialistes qui sont en réalité des définisseurs de situations assez influents, pour voir leur rêve se réaliser. Il n'est point nécessaire tellement de préparer des « commandos de résistance à la bombe », mais il s'agit de connaître l'art des « communications de masse » basé sur la théorie des rumeurs et des « wrong noises ».

En élaborant une théorie économique (nous devrions écrire psycho-économique), nous sommes bien conscients de sa limitation. D'autres théories pourraient amener des plans révolutionnaires aussi efficaces sinon plus. Elles sont d'ailleurs déjà à l'oeuvre. De plus, pour que notre théorie se réalise, il faut prévoir la réalité du consensus de la population : lorsque le décalage sera devenu intolérable, la formation d'un état d'esprit foncièrement insatisfait est nécessaire pour sortir la « masse » de son « apathie naturelle ». Une réponse négative à ce phénomène est fort possible. Il faut admettre également que la révolution peut tout simplement donner un « Québec libre », non pas nécessairement socialiste, comme on le pense le plus souvent, mais mené par des capitalistes québécois français. D'autres problèmes de ce genre pourraient être soulevés. La théorie psycho-économique de la révolution est cependant utile, non pas seulement comme outil analytique pour les chercheurs, mais encore pour les pragmatistes de l'action qui veulent accélérer le mouvement révolutionnaire au Québec, ou qui veulent le contrecarrer. Ces derniers, en effet, n'auraient en fait qu'à organiser une vaste campagne de publicité « pour les étrangers », en vue de les rassurer « objectivement », pour que cesse le danger mentionné au sujet de l'altération du message par les rumeurs, et de ses conséquences. Selon Merton en effet, l'application du théorème de Thomas nous apprend aussi comment le cercle vicieux et parfois tragique des prophéties créatrices peut être brisé. Il faut pour cela remettre en question le postulat originel (un Québec révolutionnaire et socialisant), et partir d'une nouvelle définition de la situation. Alors seulement les événements prouveront que le postulat est erroné, et la croyance n'engendrera plus la réalité. Il semble cependant

(suite au bas de la page suivante)

VACHES SACRÉES et RÈGLEMENTS DE ZONAGE

par *R. W. G. BRYANT*

TOUTE société a ses vaches sacrées. Les mythes sont des réalités de la vie. J'ai l'intention de m'en prendre à l'une des vaches sacrées les plus intouchables de la société nord-américaine : la maison unifamiliale et son précieux *terrain privé.*

La maison unifamiliale : un mythe

Car la maison unifamiliale est devenue un mythe : les violentes réactions émotives que déclenche un règlement de zonage destiné à permettre dans une réserve de bungalows la construction d'un autre type d'habitations le prouve bien. Chaque citoyen a pleinement le droit de vivre dans une maison unifamiliale; il me semble toutefois déraisonnable et illogique qu'il tente d'imposer le même genre de vie à tous ses voisins. Evidemment, nous savons depuis longtemps que les affaires humaines se règlent sans logique et sans raison : sinon, il y a longtemps qu'on aurait interdit la construction de maisons unifamiliales où que ce soit sur l'île de Montréal ou l'île Jésus. Et je suis prêt à répéter ceci devant le conseil de Ville Mont-Royal . . .

J'ai l'impression que la plupart des gens n'ont jamais pensé au problème. Pour l'homme de la rue, le mot maison évoque le lotissement parsemé de bungalows qu'il connaît par la publicité des «real estate brokers». Son choix se limite à ces bungalows, ou alors à la location d'un terne appartement; il n'a jamais pensé qu'il y a d'autres formes d'habitation, extrêmement avantageuses, mais que personne ne construit jamais parce qu'elles sortent de la routine. Un homme d'affai-

---

(Suite de la page précédente)

que si les contre-révolutionnaires canadiens-français y ont pensé, leur position est fortement ambivalente, et ils ne savent pas s'ils « devraient ou non » ! Le journal montréalais *Montreal Star* réclamait ce geste des autorités canadiennes-françaises dans un éditorial en première page, le samedi 24 février, sans obtenir d'écho particulier. Peut-on espérer que ces autorités C.F. essaieront intensément de « rassurer » nos voisins anglais et américains ? Certes, le Premier Ministre Lesage a déjà fait certaines tentatives dans cette direction. Mais me permettra-t-on de dire que je les trouve « peu chaleureuses » ! N'est-ce pas parce que M. Lesage trouve moins d'appui de la part de ses compatriotes lorsqu'il s'agit de vouloir compenser les « audaces » de « La Belle Province » par des « excuses » polies sur la « tranquillité vraiment tranquille » de celles-ci ?

★

res qui tente de construire quelque chose de neuf rencontre généralement des difficultés insurmontables.

Il devra défendre son projet devant des conseillers municipaux qui n'ont jamais vu de leur vie un seul projet convenable de développement domiciliaire, et convaincre des ignorants qu'on écoute habituellement avec beaucoup trop de patience. Tous ces préjugés sont fortement renforcés par un ensemble de règlements de zonage stupides qui semble avoir été inventés dans le seul but d'empêche toute tentative de développement rationnel et sain, comme on en trouve un peu partout en Finlande ou en Suède. La banlieue nord-américaine n'a qu'un visage, de San Francisco à Québec, et une société férocement conformiste mobilise toutes ses énergies pour que ce visage reste immuable. Au souvenir de ce qu'on peut voir autour de Stockholm et d'Helsinki, on hésite entre le fou rire et les larmes devant le lotissement hérissé de cages à lapin et de poteaux de téléphone. Même lorsque les maisons sont jolies, l'ensemble n'a guère de valeur comme milieu humain et politique.

L'obsession du "bungalow"

Je ne suis pas assez sot pour refuser de comprendre les fondements historiques de l'obsession du bungalow : nostalgie de l'âge des pionniers, où on se taillait dans la forêt l'espace et la charpente d'une maison, contre les animaux sauvages et les Indiens . . . Aujourd'hui, le pionnier part en auto et va se choisir un lot dans la jungle des spéculateurs, des représentants et des entrepreneurs. Une autre des causes de la fuite vers les banlieues est notre incapacité totale à construire des villes civilisées et agréables. Nous avons fait de nos villes l'image même du dégât : le seul remède que nous ayons trouvé consiste à fuir ces villes et à dévaster de la même façon des milles et des milles du territoire environnant.

Ayant ainsi créé des problèmes de transport, de circulation et de régie des services publics absolument insolubles, nous nous demandons ce qui arrive. La réponse est claire comme de l'eau de source : au lieu de fuir les villes, il vaudrait mieux les transformer et les rendre agréables, pour y vivre, y jouer, y travailler. Les difficultés et les empêchements à cela ne sont pas techniques, mais mentaux et politiques.

A mon avis, la maison unifamiliale de banlieue est le symbole même de la désintégration urbaine; elle en est à la fois le produit, tout comme le sable est un produit de l'effritement du granit. En nombre limité, dans des villages ou des petites villes, entourée d'arbre et disposée convenablement, la maison unifamiliale a ses avantages. Un coup d'oeil sur les banlieues les plus cossues suffit à s'en convaincre, et il est inutile de le nier. Par contre, la maison unifamiliale n'est pas une solution aux problèmes du logement des masses dans les grandes villes.

Les accusations qu'on peut porter contre la maison unifamiliale relèvent uniquement du sens pratique :

1 — Elle gaspille l'espace d'une façon extravagante.

2 — Elle constitue également un gaspillage de services publics, d'aqueducs, d'égoûts, de canalisations électriques, sans parler de la voirie et du déblaiement de la neige.

3 — Une grande ville ne peut dépendre uniquement de l'automobile pour son système de transport; d'autre part, le transport en commun est impossible dans des banlieues où la densité démographique est extrêmement basse.

4 — Si jolie que soit chaque maison de l'ensemble, il n'y a rien de plus monotone qu'une immense plaine couverte de bungalows.

5 — Elle coûte trop cher tant à l'individu qu'à la communauté.

Construire, comme nous l'avons fait au Canada depuis la guerre, d'immenses villes composées uniquement de bungalows, représente le triomphe du préjugé sur le bon sens. On a calculé que, d'ici 1980, le Canada devrait doubler son potentiel d'habitations; on construira un très grand nombre de maisons . . . Répétera-t-on les mêmes erreurs ? Ou le Canadien est-il un animal raisonnable, capable de peser toutes les données d'une situation, d'en tirer les indications nécessaires et de se conduire en conséquence ?

Une mise en accusation

Avant d'étudier les problèmes évidents que posent ceux qui bloquent la voie à des solutions rationnelles, j'aimerais élaborer quelque peu les cinq accusations ci-dessus.

D'abord, la maison unifamiliale provoque un gaspillage d'espace fantastique. Généralement, le lotissement en bungalows permet une densité d'environ 4 ou 5 maisons à l'acre; le quart de l'espace est occupé par les rues. Il est possible, techniquement, de placer 20 maisons à l'acre, sans dépasser deux étages; (et je parle de MAISONS, non pas d'appartements). On a réussi à le faire, dans des pays qui ne souffrent pas des règlements de zonage imposés à l'Amérique du Nord.

La faute en est à la vieille croyance populaire qui veut qu'il y ait en Amérique du Nord de l'espace à ne pas savoir qu'en faire. C'est peut-être vrai, mais personne ne songe à aller construire des villes au Keewatin ou en Ungava. En

fait, nous manquons terriblement d'espace, là où nous en avons besoin : dans les grandes villes et tout autour. Pour s'en convaincre, il suffit de voir à quel point les prix se sont multipliés depuis quelques années.

Sur l'île de Montréal, l'espace n'est PAS illimité; l'eût-on désiré, on aurait pu le diviser de façon a accommoder confortablement toute la population d'une métropole. Parce que l'idée n'en est même jamais venue à nos grands-parents, nous voyons aujourd'hui la ville s'étendre jusqu'à Repentigny, Chateauguay et le long de l'autoroute des Laurentides. Il faut entrer de force cette idée dans l'esprit du public : l'espace urbain est précieux et limité, et il faut l'utiliser avec économie et sagesse, comme un budget familial. Ce gaspillage de terrain provoqué par l'absence d'organisation, ainsi que la multiplication ruineuse des bungalows sont une cause première du gigantisme de la métropole.

Deuxièmement, le lotissement en parcelles individuelles cause un extravagant gaspillage au chapitre des services publics. La longueur des diverses canalisations y est, de toute évidence, énorme. Quelqu'un doit payer pour ce gaspillage, c'est-à-dire, en définitive, le propriétaire. Prenons un cas précis : beaucoup de gens ont demandé que les fils électriques soient enfouis sous terre comme on l'a fait en Europe . . .

Troisièmement l'absence de densité de population est un empêchement à l'efficacité du transport en commun. Dans un lotissement à basse densité de population, il n'existe aucun endroit susceptible d'attirer assez de gens pour justifier l'existence d'un service convenable d'autobus ou de train. Le service de transport doit diminuer la qualité de ses services, augmenter ses prix, et ainsi de suite. On se rend compte de plus en plus, même aux Etats-Unis, qu'un système efficace de transport en commun est essentiel à la vie d'une grande ville. Autrement, le coût des autoroutes s'engage dans une spirale inflationnaire, à mesure qu'elles attirent l'auto qui nécessite d'autres autoroutes, qui attirent l'auto qui . . .

La ville de l'avenir, selon les fabricants d'automobiles, ressemblera au produit de quelque union illégitime entre le rond-point de Dorval et l'échangeur Décarie-Boulevard Métropolitain. Je me fais une toute autre idée d'un milieu civilisé : la voiture automobile est un instrument utile, mais qui doit rester à sa place.

Hélas, un usage excessif de l'auto est la conséquence normale et logique du développement urbain disséminé que provoque le bungalow; chaque famille a très rapidement besoin de deux automobiles, parce que l'absence de transport en commun fait de la femme une prisonnière au foyer. Les nouveaux-nés de demain naîtront peut-être un volant entre les mains ! En fait, il s'agit d'un prodigieux gaspillage de ressources et de carburants qui n'est pas nécessairement la preuve d'un degré de civilisation.

Quatrièmement, la monotonie . . . Chaque bungalow possède quelque élément surajouté qui veut le différencier de ceux d'à-côté, mais ce maquillage ne parvient pas à masquer le fait que toutes les maisons sont, en fait, des copies fidèles. Et pourquoi pas ? Les aristocrates du Grand Siècle qui construisirent — et habitèrent — la Place Vendôme, à Paris, ou Bloomsbury square, à Londres, n'avaient aucunement le souci de différencier la façade de leur maison de celle du voisin; il s'agissait de gens très civilisés qui avaient autre chose de plus important et de plus intéressant à faire. Ils vivaient très heureux dans leur maison, qui n'était qu'un élément d'une composition soigneusement préparée.

La désintégration mentale des nord-américains est telle que le simple mot «maison d'appartements» est devenu un très vilain mot dans certains milieu. Les rues et les places classiques de l'Europe de la Renaissance échappèrent à cette manie stupide et tout à fait banlieusarde qui consiste à essayer de faire mieux que le voisin; elles avaient de l'unité, du style, et le sens de la composition évitait toute monotonie.

Comparez avec le lotissement standard de banlieue, qui n'a ni style, ni compostion, ni unité, contrairement à Paris, Karlsruhe, Amsterdam ou même cette «ville nouvelle» du 18e siècle, Edimbourg. Malgré les efforts frénétiques de chaque propriétaire pour différencier son bungalow de ceux de ses voisins, le tout est d'une monotonie effroyable. La seule chose qui pourrait égayer cette mer de petits cubes soigneusement alignés, en vertu du règlement de zonage, serait une utilisation de gros arbres. Hélas ! même ceux-ci sont généralement absents. De plus, il n'y a aucune échelle dans une banlieue, aucune relation entre l'immensité de la dimension horizontale et les ridicules poussées verticales que représentent les maisons. Ce défaut est fondamental et il n'est même pas besoin d'être en première année d'architecture pour comprendre que le rapport des proportions est à la base même de toute composition. Les villes médiévales avaient leurs cathédrales, leurs rues bordées de hautes maisons; elles possédaient des places, que les touristes admirent encore aujourd'hui. Qu'y a-t-il, dans les banlieues, pour réjouir l'oeil, et peut-être l'esprit ? Quelquefois un pylone d'une ligne à haute tension . . .

Sommes-nous à ce point déchus, intellectuellement et spirituellement, que nous ne puissions plus construire, pour nos besoins et selon nos moyens, avec le même sens de la grâce qu'avaient nos aïeux ?

Cinquièmement, quel est le coût véritable de cette prodigalité ? Les spéculateurs n'en font certainement pas une affaire de charité. Nous savons fort bien comment le coût des terrains de banlieue a grimpé, à la grande joie des spéculateurs, qui profitent d'une chose qui ne leur appartient nullement : la croissance générale de la société. La morale de tout ceci pourrait former le sujet d'un essai : les conséquences de la spéculation sur les terrains sont écrites à la grandeur de notre continent, autour de toutes les villes. Un moyen efficace de vaincre ces spéculateurs, et de fournir un logement convenable aux familles à revenus modestes, serait de faire un usage plus économique et plus efficace de nos terrains à bâtir. On réduirait ainsi le besoin de terrains, ce qui ferait automatiquement baisser les prix.

La phobie de la densité urbaine

On ne peut réussir cela, évidemment, sans venir à bout du préjugé populaire qui veut que l'habitat est d'autant plus préférable que sa densité est plus basse. L'homme de la rue est convaincu de ceci pour la simple raison qu'il n'a jamais vu de sa vie un développement urbain de densité moyenne et qui soit bien fait. Ses points de repère sont inadéquats. Le seul moyen de lui montrer qu'il a tort est de réussir à construire quelques exemples. Et qui se lancera dans cette aventure, en sachant pertinemment que des difficultés sans nombre et coûteuses l'attendent ? Les constructeurs ne sont pas des philanthropes.

En Grande-Bretagne, on manque de terrains autour des villes, tout comme au Canada, et l'inflation conséquente des prix est bien connue du public. En Grande-Bretagne, tout comme au Canada, depuis 40 ans, on a construit des centaines de milliers de bungalows de série. En réalité, l'équivalent britannique de bungalow canadien est la maison «semi-detached,» à logements en tandem, qu'on construit à raison de 12 par acre. Le résultat provoque moins de gaspillage que la construction de bungalows, dont la densité est deux fois moindre, mais au point de vue de la qualité visuelle du milieu, la méthode britannique n'est guère meilleure — elle est même quelquefois pire — que la méthode canadienne. Il y a quelques années, un constructeur audacieux et une couple d'architectes se réunirent et décidèrent de briser complètement avec la tradition. Avec soin, ils préparèrent les plans de maisons d'appartement à grande densité de population, mais très soigneusement finies, équipées selon les plus hauts standards, et les érigèrent dans un district très chic de Londres. Il ne s'agissait pas d'habitation à loyer modique pour la masse, mais de constructions de grand luxe pour des gens las de faire la navette entre le coeur de la ville et des banlieues éloignées. Au début, on eut des difficultés avec les prêteurs (il n'existe pas en Grande-Bretagne d'institution comme la Société Centrale d'Hypothèques) : leur conservatisme a joué là-bas le même rôle inhibiteur que les règlements de zonage ici. Après quelque temps, toutefois, on vit que ces maisons se vendaient bien et qu'elles constituaient un excellent placement.

Les difficultés premières ayant ainsi été aplanies, plusieurs entrepreneurs ont imité le premier et le mur du préjugé a été brisé. Sur les coûteux terrains du centre de la ville, il y a place pour un type d'habitation à mi-chemin entre la grande conciergerie et le bungalow. Ceci est vrai pour Montréal autant que pour Londres. Ces ensembles d'habitation (nommés là-bas SPAN) utilisent le terrain à bâtir de façon plus efficace et plus économique qu'on le fait généralement : ils assurent une densité de 15 foyers à l'acre environ. Là où l'espace est rare et coûteux, comme dans toutes les grande villes, il n'existe pas d'autre solution que d'augmenter la densité et de faire appel à des urbanistes habiles et intelligents. En résumé, il vaut mieux dépenser un peu de matière grise que de gaspiller de l'espace.

Mes suggestions, je l'admets, heurtent de front les notions de la masse sur le sujet. La maison unifamiliale est un symbole de prestige bien plus qu'une réponse intelligente aux problèmes du logement. On en a eu la preuve récemment, au New-Jersey, quand un entrepreneur proposa de construire des logements groupés en couronnes, avec garages souterrains. Il n'avait nullement l'intention d'abaisser le chic de ce quartier réservé, puisque les maisons auraient coûté environ $60,000 chacune. Il n'avait pas non plus l'intention d'en augmenter la densité démographique : l'espace sauvé par l'élimination de toutes les cours et de tous les parterres privés aurait servi à l'aménagement d'un terrain de golf de 18 trous. Selon toute vraisemblance, on aurait pu s'attendre à ce que les habitants de la région favorisent un tel projet. Eh ! bien, non. Ils protestèrent et, en toute franchise, admirent le bon sens des plans, mais leur opposèrent ce qu'il appelaient leur façon de vivre, leur " way of life" : la vie de bungalow.

Ah! ce maudit rang social

Car le problème ne consiste pas seulement à loger rationnellement de grandes quantités de gens; il faut aussi tenir compte de la psychologie, et même de la pathologie, sociales. Dans les temps bibliques, le prestige d'un homme était rattaché à l'importance de son troupeau, et par le nombre de ses épouses, de ses concubines et de ses héritiers. Aujourd'hui, ce même prestige se mesure à la grosseur de la voiture et à la quantité de précieux espace routier qu'en occupe le coffre (bien que l'achat de Volkswagen par des gens respectables soit en train de rendre ce *status symbol*

tout à fait vieux jeu) et ensuite à l'apparence de la maison, à l'importance de la pelouse et au nombre de chevaux-vapeur de la tondeuse qui le tond. Personnellement, je n'attache absolument aucune importance à ces signes extérieurs de rang social, mais il faut se rendre compte que beaucoup de gens y tiennent mordicus. Je ne tiens absolument pas à avoir assez de pelouse pour être obligé d'avoir une tondeuse motorisée. L'excellent service des Parcs de la ville de Montréal est exactement l'organisme qu'il faut pour s'occuper du gazon et il est inutile de lui faire concurrence. Si la toute-puissante technique américaine était capable de construire un outil, qui d'un simple coup de pouce, pourrait se transformer en tondeuse, en chasse-neige, en rasoir électrique, en mixer, en balayeuse électrique, je me déciderais peut-être à en acheter un. Mais une simple tondeuse à essence, jamais !

Ce que je veux, c'est un foyer confortable, pas trop éloigné du centre de la ville, avec un service d'autobus ou de train à portée de la main, de façon à ce que je n'aie pas à me rendre à mon travail en auto si je n'ai pas envie de le faire, et à ce que ma femme ne soit pas complètement exilée. Quant à l'espace qui l'environne, je me contenterai d'un simple patio extérieur réellement privé. Je crois que c'est le poète anglais William Blake qui disait qu'il aimait aimer sa femme dans un jardin. Dans combien de ces propriétés dites *individuelles* et *personnelles* serait-il possible d'ennoblir à ce point un jardin ? Le jardin de banlieue est l'endroit le moins privé de la terre. Combien de Dorvalois ou de Pointe-Clairais pourraient faire l'amour dans leur jardin, s'ils en avaient envie ? Quant à l'horticulture, personne ne nie qu'il s'agisse d'un excellent passe-temps, mais je ne me sens pas l'âme d'un jardinier : si j'ai envie de voir un véritable jardin, je me rends au Jardin botanique Maisonneuve. Actuellement, il m'est impossible d'avoir une maison convenable dans un quartier convenable, sans que la société ne m'oblige en plus à entretenir une parcelle de terre, que j'en aie le goût ou pas. Il y a des douzaines d'autres passe-temps. Personne, j'espère, ne me considérera comme un citoyen inférieur parce que je refuse de collectionner les timbres ou parce que je ne suis pas spécialiste en porcelaine chinoise médiévale. Je respecte énormément les spécialistes de ces questions, et, à mon avis, les gens qui n'ont aucun passe-temps sont des cadavres . . . à partir du menton jusqu'à la racine des cheveux, en tout cas. L'horticulture, hélas ! dans les banlieues, n'est plus un passe-temps : c'est un rite tribal.

Il me suffirait, personnellement, d'un endroit où faire jouer les enfants, et d'un peu de verdure à regarder, sans passer l'essentiel de ma vie à l'entretenir.

Comment réaliser un rêve

Un livre des architectes montréalais Schoenauer et Seeman, *The Garden-Court House* (McGill University Press) décrit admirablement une excellente façon de réaliser ce rêve.

Ce livre est une étude très détaillée d'une des nombreuses solutions de rechange au développement «traditionnel» : la maison à cour intérieure, qui fait dos à la rue; ce genre de maison a un passé très long et fort honorable. On l'utilise encore aujourd'hui en Chine, en Afrique du nord . . . Personnellement, je préfère l'ancien atrium romain à la cabane de banlieue, mais qu'arriverait-il si je voulais construire un atrium sur un lot de Baie d'Urfé ? L'enfer se déchaînerait. D'abord, j'enfreindrais les règlements . . . De toutes façons, l'intérêt principal de ce type de maison consiste plutôt dans ses possibilités de développement intense sur des étendues réduites. Il est très facile de les grouper ensemble, à des densités de 20 foyers et plus à l'acre, et de réaliser d'énormes économies de terrain et de services. On a fait la preuve, en Europe, que ce type très ancien d'habitation peut facilement s'adapter à des conditions modernes et être construit avec des matériaux contemporains. Quelques-uns des exemples les plus intéressants furent construits pour l'exposition «Interbau», à Berlin, en 1957. Et ce n'est là qu'un des rares moyens d'introduire un peu de neuf dans le domaine de l'urbanisme domiciliaire.

Reconnaissons-le : les tribus nord-américaines vivent dans des bungalows unifamiliaux, tout comme les autochtones d'Afrique du Sud vivent dans des kraals circulaires. Dans chaque cas, il s'agit d'un état d'esprit, et non pas d'un degré dans l'évolution de la technique de construction, il s'agit de l'expression physique d'une société qui commence seulement, et péniblement, à penser en termes sociaux, plutôt que comme une multitude d'individus.

Les us et coutumes tribales évoluent. Par exemple, pensons à la jambe féminine, largement utilisée à des fins toutes autres que la marche ! Il y a seulement deux siècles, une jambe de femme était une chose à ne pas montrer dans un cercle de gens bien élevés; c'était la jambe masculine qu'on gainait de soie et qu'on exposait aux regards du public. Peut-être nos petits-enfants trouveront-ils notre obsession de la vie de banlieue tout aussi farfelue que nous trouvons les coutumes des habitants de l'île de Pâques. Qui sait ? ★

(Traduit de l'anglais par Jean Paré)

FLÈCHES DE TOUT BOIS

LE SALON DU LIVRE

AU QUÉBEC, ON NE LIT PAS; ON VEND DES LIVRES

De nos jours, l'imprimé saisit l'homme presque au berceau, pour ne l'abandonner, somme toute, qu'à la tombe.

Du livre d'image au premier abécédaire, du manuel le plus simple aux ouvrages techniques les plus savants, de l'almanach à l'encyclopédie, du petit cathéchisme au plus gros missel, du carnet d'adresses au plus épais annuaire de téléphone, de la simple table de multiplication aux affolantes tables d'impôts, du conte de fée au roman d'avant-garde, de la revue hebdomadaire ou mensuelle au savant traité d'histoire : le livre a envahi notre vie. La lettre, le mot imprimé, l'idée transposée sur papier passent dans nos esprit, comme l'air dans nos poumons. Il ne se passe probablement pas une minute dans la journée ou nos yeux ne tombent pas, directement ou indirectement, sur ce que les Américains appellent de la « literature » (i.e. : de la matière à lire).

Le livre : besoin collectif

Quand Gutenberg inventa l'imprimerie, dans le but de faciliter l'usage de cartes de prières et de la Bible, il déclencha la plus grande révolution de l'histoire. Avant lui, les neuf-dixièmes des gens ne savaient pas lire, et ceux qui en étaient capables pouvaient passer des mois sans voir un mot écrit ou imprimé. On a du mal à imaginer la chose aujourd'hui.

Pourtant, il existe des gens en 1964 qui considèrent que le livre reste affaire de spécialistes, et se comportent comme s'ils ne devaient pas au livre l'essentiel de ce qu'ils sont.

C'est précisément parce qu'il existe une relation entre le livre et le perfectionnement que chacun peut acquérir qu'il importe de s'élever contre l'indifférence dont font preuve tant de gens à l'égard du livre. Pour se rendre compte à quel point cette indifférence est étendue, on n'a qu'à voir, par exemple, comment se compose le Conseil supérieur du livre. Ecrivains, éditeurs, libraires grossistes, détaillants : tous les échelons de la profession y sont représentés, mais hors de la profession, néant.

Compte tenu de cette apathie, comment s'étonner de la situation précaire où se trouve l'industrie du livre ? De la maigre pitance que retirent les écrivains ? De la faim chronique dont souffrent les éditeurs, et des difficultés qu'éprouvent les libraires de survivre — difficultés d'ailleurs exprimées devant la Commission Bouchard et qui devraient trouver un commencement de solution dans les conclusions du commissaire-enquêteur ?

Le livre et le monde des affaires

Les professionnels et le monde des affaires en général se passent assez bien du livre. Sans vouloir être alarmiste, on peut sans doute invoquer ici le témoignage de Georges Duhamel, qui écrivait dans un essai intitulé « Défense des lettres » :

« Si nous perdions d'un seul coup tous les livres à l'abri desquels s'épanouit notre civilisation fragile et compliquée, nous ne saurions plus, d'abord, préparer certains produits chimiques, construire un avion, élever les animaux, cultiver un sol ingrat, résoudre une infinité de problèmes. Nous ne saurions même plus faire cuire certains aliments. J'ajoute que nous aurions le plus grand mal à nous servir de nos facultés, à retrouver la loi morale, à surmonter nos passions, à nous comporter enfin autrement que des sauvages ou des bêtes misérables. »

Se permettre, dans ces conditions, de mépriser ou de sous-estimer le livre, c'est risquer le pire, c'est s'engager dans une voie sans issue. Or, c'est ce que font beaucoup de gens, et leur indifférence s'explique.

On pourrait produire ici quelques chiffres qui mesurent très exactement l'étendue de cette indifférence, mais qu'il suffise de rapporter les paroles du sous-ministre des Affaires culturelles, M. Guy Frégault, qui, lors de la séance d'inauguration du Conseil des arts, affirmait :

« Si l'on observe qu'à peu près la moitié de la po-

pulation de la province doit encore se passer de bibliothèques publiques, que 6 pour cent seulement des effectifs ruraux peuvent avoir accès à des dépôts de livres, que le nombre des volumes par rapport à la population est, chez nous, le plus bas de tout le Canada et qu'enfin ces livres circulent peu, puisque le nombre de prêts n'atteint pas 15 pour cent du nombre correspondant en Ontario, on saisira l'ampleur de la tâche à laquelle nous devons nous mesurer. Nous nous voyons en face d'un retard si invraisemblable et d'un état si caractérisé de sous-développement que c'est une véritable politique de colonisation intérieure qu'il s'agit de mettre en marche. »

On comprend, dès lors, qu'il n'est plus permis de parler de patriotisme, d'avenir économique ou de maturité de notre groupe ethnique, tant que nous n'aurons pas résolu ce problème qui risque de nous subjuguer pour ensuite nous acheminer au catalogue des civilisation perdues.

Le livre : instrument indispensable

On ne peut se passer de livres. Les déplorables conséquences de la situation où nous nous trouvons, M. Frégault les énumère comme suit :

« La langue informe qui se parle ici, la langue incohérente qui s'écrit ici, la langue morte qui s'enseigne ici, ce savoir innomable est, au sens propre, une langue dégénérée. Ce parler exprime, au sens propre, toujours, une décomposition, une désintégration ... J'estime qu'il est temps que nous ouvrions les yeux. Nous ne devons pas attendre que d'autres nous les ouvrent. »

Les premiers signes avant-coureurs de la fin d'une civilisation, de la chute lente d'une société et de son absorption, c'est l'écrivain, spécialiste des mots, qui les sent le premier, précisément parce que c'est dans les mots et dans la pensée que se manifestent ces signes.

Inutile de penser qu'on pourra échapper à ce pourissement en s'en moquant. Incidemment, comment se produit ce pourissement ? C'est Jean-Charles Falardeau, président du Conseil des arts du Québec, qui répond :

« Le danger qui nous menace est qu'artistes et chercheurs se sentent de plus en plus dépaysés dans notre milieu. Il est à craindre que le fossé s'élargisse entre eux et l'ensemble de notre société au point que la consommation devienne de plus en plus difficile et la compréhension compromise. Le grand problème de notre socitété n'est pas à l'extérieur de nous, il est à l'intérieur de nos frontières. C'est dans nos populations encore à demi rurales et dans nos populations urbanisées, une dépossession du langage, une désarticulation de toute échelle de valeurs humaines, une passivité dégradante sous le rouleau compresseur de ce que les ethnologues appellent maintenant la culture de masse ... Le danger particulier dans notre société est que l'inondation par la culture de masse se fait quasi exclusivement à partir d'une unique source américaine, étrangère à nous ... »

De quels moyens disposons-nous pour sauver ce qui peut encore être sauvé ? Du livre. D'une expansion rapide et omniprésente du livre, par tous les moyens : bibliothèques, librairies, établissements scolaires. Nous souffrons de carences intellectuelles. La tâche la plus pressante est de répandre le livre.

On pouvait lire dans le mémoire sur la crise de la librairie au Canada français, présenté à M. Georges-Emile Lapalme l'an dernier par le Conseil supérieur du livre :

« La crise actuelle amènera une perte non seulement pour les libraires, les éditeurs et les écrivains, mais pour le gouvernement et les collectivités, pour l'instruction publique, l'éducation et la culture. Enfin, on ne peut espérer posséder un public cultivé si l'on ne dispose pas d'un réseau de librairie capables de mettre à la portée de chaque lecteur en puissance le livre qu'il désire. »

Et plus loin :

« Il est indispensable que le gouvernement intervienne sans délai pour sauver le réseau de la librairie sans l'existence duquel tous les efforts faits en faveur de la culture des Canadiens français se solderont finalement par un échec. »

Inutile d'ajouter que cette dernière phrase, dans le texte du rapport, était écrite en caractère gras.

Qu'est-ce que la Salon du livre

On se rend souvent mieux compte en France ou aux Etats-Unis que chez-nous, que cette entreprise à la fois commerciale et culturelle qu'est le Salon du livre, est la plus grande manifestation annuelle de l'édition française au monde. Le Salon est la plus grande exposition de livres et de périodiques français au monde.

Ces précisions peuvent étonner si l'on songe que le Québec n'est pas lui-même un très gros producteur de livres. En 1962, en effet, les éditeurs canadiens-français n'ont publié que 289 titres, soit environ le tiers de ce que la population du Québec permettrait selon les barêmes généralement en usage. Par contre, l'importance du Salon s'explique lorsqu'on sait que le Québec est le troisième plus grand importateur de livres français, et qu'il importe aussi des livres de Belgique, de Suisse et d'Italie.

Depuis 1961, notre Salon annuel est devenu le centre du monde français du livre. On y trouvait, l'an dernier, environ 350 exposants et 30,000 titres. On y a reçu plus de 100,000 visiteurs. Seule la grande exposition française de l'automne dernier, qui a duré trois fois plus longtemps que le Salon du livre, a eu autant de succès.

Cette année, le nombre des exposants sera encore plus grand et le nombre de livres plus considérable. De plus, le Salon comportera

une exposition littéraire en hommage aux écrivains les plus féconds de notre histoire littéraire; une exposition du « livre français illustré » de 1900 à nos jours; le poly-écran de l'Office national du film où 13 films sont présentés en même temps, ainsi qu'une salle de projection; un carcan de périodiques français contenant 400 publications; une exposition internationale de la presse de langue française (78 pays, 1,800 publications); un kiosque de l'UNESCO; une exposition de l'histoire typographique depuis l'antiquité; un kiosque de l'Association des périodiques canadiens-français; une fête du livre; des séances de dédicace et de nombreux lancements.

De plus, nous pourrons voir au Salon une exposition organisée par l'Institut des arts graphiques, de même qu'un kiosque collectif de « présence africaine » : bilan de la renaissance de la culture négro-africaine.

Comment expliquer la tenue d'un pareil Salon, dans un pays où la langue française, bien qu'officielle, n'est quant au nombre, que langue seconde ?

A cause, évidemment, de l'importance du marché québécois, à cause aussi du marché américain, tout près du nôtre. Les Etats-Unis, évidemment, est un pays de langue anglaise, mais c'est aussi un pays où le français (parlé par près de 5 millions de personnes) est la langue seconde la plus étudiée, un pays où il existe 18,000 bibliothèques publiques sans compter les fabuleuses collections privées et les bibliothèques scolaires.

Cet immense marché nord-américain, aussi important que le marché québécois, s'approvisionne en livres français via Montréal, lieu de rencontre de tout ce que le monde du livre français compte d'organisations : syndicat national des éditeurs de France; union internationale des éditeurs de langue française; le syndicat des éditeurs belges; celui des éditeurs de la Suisse-romande; le comité permanent des éditeurs-exportateurs de publications françaises; l'association des éditeurs canadiens; celle des écrivains de manuels scolaires; la société des écrivains; l'association des maîtres imprimeurs, etc., etc . . . Le commerce de tous ces organismes représente une bonne partie des échanges avec la France.

Après être devenu une des capitales du tourisme, du commerce maritime, du blé, Montréal est en passe de devenir une des grandes capitales du marché du livre français. Le chiffre d'affaires s'exprimera bientôt en dizaine de millions de dollars . . .

Somme toute, au Québec, si on ne lit pas tellement, du moins, on vend des livres . . .

★

J.-Z.-Léon Patenaude

GILSON, LE THOMISME ET LA POÉSIE

IL semble qu'il y ait une aberration commune aux naïfs et aux sages : celle de croire et de prétendre que leurs simplifications (ou mystifications) restituent à la réalité sa simplicité profonde (ou son mystère).

M. Etienne Gilson, philosophe de profession, et critique littéraire à ses heures, nous en a donné un bel exemple lors d'une conférence prononcée mardi, le 18 février, à l'auditorium de l'Université de Montréal. Faut-il dire que M. Gilson savait sans doute à quel auditoire il s'adressait et que sa sagesse presque séculaire (il a 80 ans) l'autorisait à penser qu'une inconscience rassurante fait toujours bon ménage avec l'ignorance béatifiée. Peut-être M. Gilson n'est-il pas le plus blâmable, mais il serait vain de chercher querelle à un adversaire anonyme.

Je n'ai pas l'intention de m'attaquer à un si vénérable monument de savoir. Je ne suis pas un habitué de la férocité et je suis plutôt avare de mes moyens. Je voudrais tout simplement montrer que tout ce qu'a dit M. Gilson de la poésie française manifeste une grave méconnaissance : pour avoir invoqué continuellement l'esthétique périmée à la Nisard ou pour avoir répété un certain abbé Bremond, M. Gilson a raté (magistralement) et les perplexités et la poésie française[1].

Je veux être bref. Nous connaissons M. Gilson comme un spécialiste de la philosophie médiévale. C'est un terrain que nous ne lui disputerons pas[2]. Mais hors les limites du Moyen Age, notre philosophe ne semble pas voir très loin. En philosophie, il s'arrête à Descartes[3].

(1) La conférence de M. Gilson s'intitulait « Les perplexités de la poésie française ».

(2) Les grands ouvrages de M. Gilson, « La philosophie au Moyen Age » et « Le réalisme méthodique », entre autres, sont dans la tradition thomiste des livres importants. Jusqu'à cette autobiographie spirituelle « Le philosophe et la théologie », Fayard, 1960 (qui est d'intérêt indéniable).

(3) « Discours de la méthode », René Descartes, texte et commentaires, Vrin, 1925.

En poésie, ses bornes sont Malherbe et Boileau. Si je n'avais pas tant de respect pour le penseur, je trouverais cette incartade dans la poésie tout simplement ridicule. Je ne conteste pas quelques beaux vers à Malherbe. Je les conteste tous à Boileau, impuissant imitateur dont le seul mérite a été de défendre la poésie des autres.

Encore si M. Gilson s'était limité à ceux-là. C'est à croire que les seuls versificateurs sont admis chez lui, puisque les autres poètes qu'il a mentionnés à quelques reprises, Mallarmé (dont il ignore sans doute « Igitur » ou le « Coup de dés », Michaux ou Claudel ont été ou défigurés ou cités seulement.

On comprend mal qu'un penseur catholique comme M. Gilson ne connaisse pas Patrice de la Tour du Pin[4], Pierre Emmanuel ou encore Jean Grosjean. Il y trouverait une poétique différente de celle de Boileau (et combien plus poétique) et une nourriture moins profane.

Il faut bien admettre que la poésie française déborde les trop courtes vues de notre philosophe.

Il y aurait sans doute profit à rapprocher M. Pierre-Henri Simon, un autre médiéviste, mais du roman, celui-là. Pour moi, je n'ai plus grand' chose à dire sur ce que pense M. Gilson de la poésie française et de ses perplexités. A part la « quintessence » musicale du poème, aucune révélation précieuse sur la « quiddité » poétique ne nous a été livrée.

Thomisme et poésie

Je voudrais maintenant ajouter quelques notes sur la conception de la poésie chez Martin Heidegger. On a remarqué que les thomistes sont très peu à l'aise avec la poésie. Depuis le temps où les scolastiques n'étaient pas très sûrs si le beau — pulchritudino — devait être rangé parmi les transcendantaux, i.e. l'un, le vrai, le bien, la trinité philosophique, jusqu'à la publication par Maritain d'un timide essai « Art et scolastique », le progrès n'est pas tellement sensible. On ne sait trop si c'est le thomisme qui fige ou s'il est figé par l'inertie de ses défenseurs.

De toute façon, il est facile de se rendre compte de la fécondité des vues profondes de Heidegger[5], comparées aux « disputationes » des docteurs scolastiques. En passant, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que l'an passé, M. Gilson nous avait donné une autre conférence sur la formation philosophique et qu'il nous avait servi, à ce moment-là, un autre paradoxe (tout aussi imprévu).

(4) Qui a publié une significative « Somme de poésie ».

(5) « Moëlderlin und das Wesen der Dichtung » in "Was ist metaphysik ?" Frankfurt a. M. Klostermann, 1949.

En effet, M. Gilson nous avait alors invités à philosopher en commençant d'abord par la lecture des philosophes contemporains comme Heidegger, avait-il dit. Cependant, il nous avait auparavant prévenus qu'on ne devait toucher à la métaphysique que très tard, après 50 ans selon Thomas d'Aquin. Or, que fait Heidegger si ce n'est de la métaphysique et exclusivement de la métaphysique ? Ce n'est pas là la moindre contradiction de M. Gilson.

Quoi qu'il en soit, le philosophe que M. Gilson nous avait recommandé, va infiniment plus loin à l'intérieur du mystère de la poésie. Qu'il interroge, comme il le fait le plus souvent, Hoëlderlin, Stefan George ou Rilke[6], Heidegger pénètre l'intimité du poème jusqu'en son centre le plus secret, là où il éclate vers une signification qui l'embrasse et dont la résonance atteint l'homme et l'Etre (Sein) dans leur appartenance réciproque, dans leur entente dialoguante :

" . . . dichterisch wohnet der mensch . . . " [7]
(. . . poétiquement habite l'homme . . .)

L'espace manque pour élaborer la pensée heideggerienne. Mais je cite seulement un vers de Rilke, qu'on peut rapprocher sur beaucoup de points de Heidegger[8], qui vaut tout ce qui a pu être enfanté par tous les Boileau de la poésie et tout ce que pourront « pontifier » les thomistes de la philosophie du clair-obscurci.

" Ich glaube an die nacht " [9]
(Je crois en la nuit)

Je termine ici un article qui peut sembler un peu incohérent mais qui, par là, est tout à fait adapté à son sujet. Qu'on se souvienne aussi que je n'ai pas voulu m'en prendre au vénérable personnage qu'est M. Gilson, mais uniquement à ses réflexions anti-poétiques sur la poésie. Je cite, à la toute fin, un autre vers, celui-là de « Hoelderlin », qui éclaire tout :

" Nah ist
" Und schwer zu passen der Gott " [10]
(Proche il est
et difficile à saisir le dieu)

Ainsi de la poésie. M. Gilson gagnerait à l'apprendre.

★

Yvon Gauthier

(6) Voir Heidegger, « Wozy Dichter? », Frankfurt a. M., Klostermann 1952. Voir aussi des études par Walh, Buddeherg et Allemann.

(7) « Vorträge und Aupsätze », Neske, Pfullingen, 1954.

(8) Buddeherg, Else « Denken und Dichten des Seins», J. B. Metzlersche, Stuttgart, 1956.

(9) « Duineser Elegien ».

(10) « Patmos », in « Gedichte » — Je m'excuse d'avoir illustré mon propos par des exemples tirés de la poésie allemande, mais la pensée de Heidegger me le commandait.

UNE HONNÊTETÉ QUI SE FAIT

COMME c'est curieux, comme c'est étrange, le sens moral dans notre Belle Province. On aurait pu croire que le scandale du gaz naturel avait mis fin une fois pour toutes à des pratiques qui permettent à certains de se remplir « honnêtement » les poches. Hélas, trois fois hélas, le scandale n'aura mis fin qu'au règne de l'Union Nationale !

Il n'y a pas si longtemps, au cours de l'émission *Aujourd'hui*, M. Edmund Asselin nous confiait en toute candeur qu'il n'y avait absolument rien de répréhensible dans les transactions qui lui avaient permis de réaliser un bénéfice rondelet du temps qu'il était encore conseiller municipal. «Bien sûr maintenant que je suis député libéral, ajoutait-il, je ne le ferai plus». On se demande pourquoi . . . puisqu'il n'y avait rien de répréhensible !

Puis nous avons eu droit à l'hallali Bouchard. Là ce fut «proprement» sublime. «Je suis honnête ! Je suis un martyr de l'honnêteté ! » sont venus nous dire avec douleur les millionnaires du rapport. On en était gêné de découvrir tant de piastres dans les poches de tant de martyrs !

Enfin, le lendemain, soulagement : un journal annonçait que M. Gilles Marcotte avait démissionné du Conseil des Arts parce qu'il n'avait pas voulu continuer de siéger à un conseil qui avait recommandé aux pouvoirs publics l'achat d'un certain nombre d'exemplaires d'un ouvrage dont il était l'auteur. Je ne le cache pas, je me suis senti inondé d'espérance en lisant cette courageuse mise au point. «Enfin !, me suis-je dit, il y en a tout de même un !» Quelle fut ma stupeur en ouvrant mon journal le surlendemain. «Je ne suis pas du tout parti pour ça, précisait Marcotte d'une plume cinglante. Je suis au contraire parti parce que nos avis n'étaient pas suffisamment suivis par le ministre ! » A l'idée qu'on avait pu le soupçonner d'avoir posé un geste d'honnête homme, ce brave Marcotte en écumait littéralement. Décidément, il n'y a pas que la littérature qui est en train de se faire au Québec. Ça doit être ça, le poids de Dieu !

★

Yorrl Kompf

CE BILL 54

LE gouvernement de M. Jean Lesage avait l'intention de donner à la province de Québec le moyen d'atteindre une certaine paix sociale et industrielle quand il a présenté en Chambre la première partie de son « Code du travail ». Le bill 54 n'autorise pas l'accomplissement de cet objectif très louable.

Il faut bien convenir, au départ, que le bill 54 n'est pas un Code du travail. Un code, selon le dictionnaire Larousse, est un « recueil de lois renfermant un *système complet* de législation sur certaines matières ». Ce n'est pas le cas du bill 54.

Ce projet de loi remplace les lois suivantes : Loi des relations ouvrières, Loi des différends ouvriers de Québec, Loi concernant les enquêtes en matières de différends industriels, les articles 21 à 26 de la Loi des syndicats professionnels, Loi des différends entre les services publics et leurs salariés, Loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés, Loi concernant l'ordre public, et l'article 25a de la Loi 10 George VI, chapitre 21 (édicté par l'article 2 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 47).

Un véritable code du travail devrait remplacer toutes les lois précitées et les suivantes : Loi de la convention collective (dont l'étude est d'ailleurs commencée), Loi instituant le Conseil supérieur du travail, Loi des syndicats professionnels, Loi du salaire minimum, etc. M. Gérard Picard dans son projet de « Code du travail » pour la province de Québec (publié en 1957) complète ainsi l'énumération des lois qu'un code du travail abrogerait : l'arrêté ministériel concernant les justes salaires dans les contrats du gouvernement provincial, la Loi relative à la limitation des heures de travail, la Loi des bureaux de placement, la Loi des établissements industriels et commerciaux, la Loi de la sécurité dans les édifices publics, la Loi de l'inspection des échafaudages, la Loi des mécaniciens en tuyauterie, la Loi concernant les électriciens et les installations électriques, la Loi des mécaniciens de machines fixes et la Loi de l'aide à l'apprentissage. Enfin, nous sommes tous d'accord pour déclarer qu'un Code du travail doit contenir toutes les lois qui concernent les relations de travail.

Les citoyens du Québec sont en droit d'attendre de leur gouvernement qu'il fasse plus qu'une codification des lois existantes (même si c'est une refonte). Il veulent une législation du travail qui tienne compte du contexte actuel et des impératifs du développement social et économique.

Il faut au Québec un véritable droit du travail, avec ses tribunaux et non pas une subordination du droit au travail au Code civil, comme le veut l'article 54 du bill 54.

Parce que le projet de loi gouvernemental ne correspondait pas à ses aspirations, le mouvement syndical a violemment protesté. La Confédération des syndicats nationaux a réuni à Québec, le 23 février, 1,500 militants venus protester contre les articles du bill qui portent atteinte à la liberté syndicale, au droit de grève et au droit d'association. La Fédération des travailleurs du Québec a pour sa part mis ses syndicats affiliés en état d'alerte.

Devant cette levée de boucliers contre son projet, le ministre du Travail, M. Carrier Fortin, accueillait, à Québec, le 11 mars, les représentants des deux centrales ouvrières venus lui réclamer des amendements sur les articles qui paraissent les plus préjudiciables au mouvement syndical.

Parmi ceux-ci, il y a l'article 54 qui stipule que « la convention collective donne ouverture à tous les droits et recours établis par la loi pour la sanction des obligations ». Le mouvement syndical estime que c'est soumettre trop facilement le droit au travail aux aléas du Code civil, lequel ignore tout de la défense des droits collectifs.

L'article 1 (m) exclut de la négociation collective et des droits y déroulant, les domestiques, les personnes employées à l'exploitation d'une ferme et les membres de 16 professions libérales. C'est contraire au droit fondamental fondé sur la nature même de l'homme (dixit Jean Marchand).

Le droit de grève est malmené. L'article 94 du bill 54 permettrait à un employeur fantaisiste de contester la validité d'un vote de grève en prétendant qu'il y a eu tricherie ou fraude, ce qui pourrait retarder l'échéance de l'arrêt de travail, à un moment où la grève deviendra inutile et sans effet.

On craint aussi que le gouvernement s'ingère dans les questions ouvrières. L'article 119 apparaît comme un cheval de Troie. Il permet la nomination d'un administrateur dont la fonction sera de diriger le personnel de la Commission des relations de travail et d'administrer son greffe. Il est dangereux que cet administrateur devienne un fidèle serviteur du gouvernement qui l'a poussé dans la place . . .

La fonction publique a un sort tout simplement lamentable. Mais il n'y a pas lieu de s'étendre tellement sur cette question, car le gouvernement a admis lui-même que les dispositions du projet de loi concernant ce vaste secteur méritaient une étude plus attentive. Un comité parlementaire a été formé à cette fin.

En somme, le bill 54 ne correspond ni de près ni de loin aux réalités socio-économiques de l'heure et est susceptible d'engendrer bien plus de conflits qu'il en résoudra. Quand la Chambre de commerce se réjouit de ce que certains articles enlèvent des droits aux syndicats, c'est suffisant pour apprécier le mouvement d'indignation des centrales ouvrières.

Nous préférons l'analyse faite par l'Association professionnelle des industriels qui déclarait lors de l'étude du premier projet de loi en juin 1963 que « la politique de planification exigera une collaboration constante de l'entreprise et du syndicalisme entre eux, et avec le gouvernement ».

Au Canada et au Québec en particulier, le patronat et les syndicats ont de bonnes raisons de se sentir solidaires en face d'un bloc anglo-saxon de 200,000,000 de personnes et surtout à côté d'un voisin qui a colonisé notre pays d'après les meilleurs traditions.

Au lieu de refléter dans sa législation les vieilles structures de conflit qui ont jusqu'ici caractérisé le mouvement syndical en Amérique du nord, le gouvernement aurait dû instituer des organismes de collaboration entre le patronat et le syndicalisme.

On se surprend d'ailleurs à chercher les raisons qui ont mis le cran d'arrêt dans l'élan du gouvernement de M. Lesage, un gouvernement qui a déjà procédé à la nationalisation des entreprises hydro-électriques pour accélérer la libération économique du Québec, un gouvernement qui a mis de l'ordre dans l'enseignement, un gouvernement qui veut doter la province d'une industrie sidérurgique puissante.

Le bill 54 va à l'inverse du processus de socialisation qui est en cours au Québec depuis quelques années. Le mieux serait de détruire ce projet de loi et d'en préparer un autre plus conforme aux besoins de l'heure.

★

Jacques Lafrenière



LES PERLES DES MANCHETTES

●

C'EST tout de même rassurant. De Sherbrooke à Montmorency, comme de Toronto à Régina et de Washington à Johannesberg, affluent les propos de quelque bon apôtre qui, en un temps deux mouvements, peut expliquer exactement pourquoi tout va si mal dans le monde.

De Sherbrooke

Pour M. Emilien Lafrance, ministre provincial du Bien-Etre et de la Famille, le Québec s'en va chez le diable parce que la jeunesse est victime d'agents de démoralisation et de corruption. Ces agents obéissent à une petite clique de pseudo-intellectuels qui poursuivent librement et sans entrave apparente, leur oeuvre néfaste.

Le ministre a vertement fustigé «cette pléiade d'artistes qui n'hésitent pas à prostituer leurs talents en ridiculisant le mariage, en glorifiant le sexe et les passions les plus honteuses, qui semblent être devenues le symbole de notre civilisation moderne».

M. Lafrance était l'invité de l'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce, voilà sans doute pourquoi il n'a trouvé rien à redire contre le *Big Business,* premier responsable de la dégradation morale, intellectuelle et physique de l'homme contemporain. C'est pourtant du *Big Business* que dépend le chômage, la paupérisation, la prostitution des «mass media». C'est encore le *Big Business* qui rend muets les hommes politiques et parfois même les hommes d'église. Les pauvres artistes ne sont qu'un très faible maillon de la chaîne.

Mais M. Lafrance préfère s'en tenir à la grandiloquence traditionnelle, cette grandiloquence qui n'engage à rien et qui déclenche les applaudissements. «Tout un monde nouveau s'édifie à l'heure présente chez nous», dit-il. «Ou il s'édifiera sur le roc solide de la foi en Dieu, de la justice et de la charité chrétienne, ou il se construira sur le sable mouvant du matérialisme athée avec tout son cortège de haine et de violence. »

En d'autres termes, le «monde nouveau» dont rêve le ministre devra s'édifier «sur le roc solide» de l'entreprise privée et du capitalisme qui lui n'est pas «athée» et ne s'est jamais rendu coupable «de haine et de violence».

Ce bon capitalisme, c'est le député de Sherbrooke, M. Gérard Chapdelaine, qui devait l'évoquer, deux jours plus tard (le 27 février) aux Communes à Ottawa. En effet, créditiste du groupe Thompson, M. Chapdelaine a dénoncé les faiblesses de «ce capitalisme qui engendre le socialisme». La formule est plaisante. On croit comprendre que s'il n'y avait pas le risque d'un passage éventuel au socialisme, ces bons messieurs de la Chambre des Communes à Ottawa se soucieraient fort peu des faiblesses du capitalisme, et s'ils s'alarment, ce n'est pas par égard pour l'homme, mais par égard pour le système.

De Lévis

Pour M. Albert Gervais, député U.N. de Montmorency, les nombreux facteurs qui tendent à mutiler l'individu dans notre société sont l'accroissement de la population, la concentration dans les villes, le gigantisme des institutions, le remplacement de l'homme par la machine dans la production, l'expansion de la bureaucratie et l'omniprésence de l'Etat.

M. Gervais ne semble pas se rendre compte qu'il s'en prend à tout ce qui est bénéfique et normal dans l'évolution de la société humaine. Ce sont les progrès techniques qui favorisent l'accroissement de la population et de la production, tout en affranchissant l'homme des besognes serviles.

Mais c'est surtout à l'omniprésence de l'Etat que M. Albert Gervais en a. On l'a vu au cours des discussions qu'ont provoqué le Bill 60. Le député de Montmorency n'en finit plus de mettre toute sa confiance en des personnes, des institutions, des corps intermédiaires, bref des gens qui n'ont pas été élus et qui ne représentent personne, alors qu'il fulmine contre l'«omniprésence de l'Etat» qui, lui, représente toute la population. Il voudrait que le Québec confie ses affaires à des gens qui n'auraient aucun compte à lui rendre. On se demande pourquoi M. Gervais a cru bon un jour de se faire élire député. Que n'est-il resté dans les corps intermédiaires ?

De Toronto

Le professeur Marcus Long de l'Université de Toronto n'est certes pas un illuminé, mais il a lancé, il y a quelque temps une boutade que la *Gazette* de Montréal n'a pas manqué de reproduire.

Le Canada est en train de «se démantibuler comme nation», a déclaré l'universitaire à une conférence de professeurs à Hamilton. Le vice de la situation a-t-il précisé, réside dans le fait que les Néo-Canadiens sont à peu près les seuls à aimer vraiment leur pays. «Les Français aiment la France, et les Anglais, la Grande-Bretagne. Mais personne, sauf les Néo-Canadiens, aiment les Canada.»

De Régina

Selon le ministre de la Saskatchewan, M. A.-E. Blackeney, les demandes du Québec concernant la reconnaissance de la culture canadienne-française sont raisonnables, mais ses exigences économiques ne sont pas en accord avec la Confédération.

«Une Confédération, a ajouté le ministre, où les provinces pourraient aller leur chemin comme bon leur semble dans le domaine économique . . . mettrait les Prairies dans la plus mauvaise position.»

En d'autres termes, la Confédération n'accorderait au Québec que le droit de chanter «Alouette» et de tisser des ceintures fléchées. Pour ce qui est des affaires importantes, elles ne relèveraient que d'Ottawa.

De Washington

M. Tran Van Chuong, le père de la désormais célèbre Mme Ngo Dinh Nhu et ancien ambassadeur du Sud-Vietnam aux Etats-Unis, en a eu une bien bonne au début de mars. Il a conseillé que des bombardements «sélectifs» soient effectués au Nord-Vietnam et que les Etats-Unis se montrent «un peu plus impérialistes».

Parlant au collège de Lakeland, M. Chuong a dit textuellement : «je trouve que si vous (les USA) vous montriez un petit peu plus impérialistes, l'univers ne s'en porterait que mieux.

Cette déclaration surclasse celle du secrétaire d'Etat, M. Dean Rusk, qui au cours d'une conférence de presse qu'il avait donné le 8 février, avait regretté que se soit créée «une atmosphère de détente», aussi bien aux Etats-Unis que chez leurs alliés, et que cette atmosphère ait causé certaines complications.

D'Afrique du Sud

Décidément, la logique des hommes politiques dépasse celle de l'homme de la rue. C'est le premier ministre de l'Afrique du Sud, M. Verwoerd qui affirmait, imperturbable, l'an dernier : «Notre monde est bien malade. Le devoir de l'Afrique du Sud est de ne pas se laisser étendre sur ce lit de maladie.»

Comme on le voit, George-Bernard Shaw n'a rien inventé.

★

Jean Pellerin

PROCÈS À DALLAS

●

LE vingt-deux novembre dernier le monde apprenait avec stupeur l'assassinat du 35ème président des Etats-Unis. Douze mois avant l'échéance de son mandat John Fitzgerald Kennedy venait d'être tué à Dallas. Mort d'autant plus tragique que, pour certains, elle est la négation même de la démocratie. Autant on comprend, en effet, qu'on veuille abattre un dictateur, autant il est inconcevable qu'en régime démocratique on s'attaque à un individu, puisque, aussi puissant puisse-t-il être, on dispose d'autres moyens pour le faire disparaître de l'arène politique. N'importe quel groupe de pression n'a-t-il pas le droit d'influencer le vote par le truchement d'une campagne électorale bien faite ? Les Etats-Unis ne sont-ils pas passés maîtres dans l'art de renverser des idoles et de les remplacer, au besoin, par d'autres tout aussi populaires du jour au lendemain et tout aussi capables de faire une ascension vertigineuse ?

Rien d'étonnant donc qu'il soit devenu urgent de trouver un coupable. Un malade mental de préférence qui viendrait déclarer aux juges qu'il avait commis son acte pour des raisons personnelles, ou en vertu d'une utopie, ou mieux encore dans un état d'excitation passagère. Et effectivement on régla l'affaire avec une maestria très américaine. Tout d'abord on arrêta Oswald, mais avant qu'il ait eu le temps de passer aux aveux, il fut tué par Jack Ruby. On s'efforça alors de régler le sort de ce dernier, ce qui est chose faite. Jack Ruby vient d'être condamné à mort.

Dans la plupart des journaux, on commente actuellement la décision du jury, l'attitude du juge et les réactions de l'accusé. Ce qu'on ne dit pas, par contre, ce qu'on évite à plaisir de mettre en évidence, c'est qu'il s'agit là d'une affaire curieuse. C'est ainsi qu'on sait tout ou presque, sur les faits et les agissements de l'accusé. On nous a raconté qu'il était propriétaire d'une boîte de nuit de réputation douteuse, qu'il entretenait des contacts complexes entre des milieux variés et qu'il exploitait allégrement les demoiselles de petite vertu. Puis, un beau jour, il rencontra Oswald, entouré des policiers, et ne put résister à l'envie de le faire disparaître. Jack Ruby voulut venger le défunt Président et se transforma sur le champ en justicier.

On pourrait s'attendre, néanmoins, à ce que la justice s'intéresse non seulement aux hommes qui ont commis, après tout, trois meurtres, mais également aux mobiles. On pourrait s'attendre aussi, à ce que le clan des Kennedy, une des plus riches et des plus puissantes familles américaines, intervienne ... Car, en principe, il peut paraître étrange, qu'Oswald, un pauvre hère, assez sympathique au demeurant, se décide soudain d'assassiner John Kennedy et que lui, qui n'est jamais parvenu à organiser quoi que ce soit, se débrouille pour monter tout seul un attentat politique, ce qui n'est pas aussi facile qu'on veut nous le faire croire. A peine réussit-on à le mettre sous bonne garde, voici que surgit déjà Jack Ruby qu'on aide comme on peut, en le laissant entrer là où, sauf les policiers, nul n'est admis. Et devant tout le monde, en présence des officiers armés, Jack Ruby tire ... Toujours personne pour l'empêcher de s'approcher du détenu sans défense, de sortir son arme et de viser ... Par la suite, on établit, en outre, une drôle de complicité du silence sur ces « détails » et tandis que la chaîne des phénomènes inexplicables continue à se dérouler, on donne à Ruby la vedette.

Madame Oswald, épouse, déclare tout d'abord que son mari n'a pas tué le Président, pour affirmer une semaine plus tard le contraire. Madame Oswald, mère, annonce, par contre, que son fils est innocent et qu'elle a préparé un dossier qui le prouvera, mais elle est interrogée à huis clos et aussitôt son nom disparaît des pages des journaux. Désormais, personne ne parlera plus du fameux dossier. L'affaire est close, on fait place aux psychiatres et on examine Jack Ruby à grand renfort de publicité, de photos et de renseignements plus ou moins insignifiants. Les techniciens de l'art médical se prononcent et on explique aux humbles citoyens qui, en principe, doivent être éclairés autant que faire se peut, que Ruby était normal avant et après son crime, mais qu'au moment où il a tiré il ne se portait pas tout à fait bien. Curieux diagnostic. D'autant plus curieux qu'il est médicalement prouvé qu'on ne tue pas dans son état normal et que quand un homme supprime un de ses semblables il se trouve très fréquemment, sinon toujours, sous l'empire d'une émotion et d'une surexcitation nerveuse.

Comme on se doute, par ailleurs, que le malheureux peuple pourrait quand même avoir des idées sur toute cette histoire on lui offre en cadeau un jeu de devinettes.

Très sérieusement les grands de ce monde se sont demandés s'il y a lieu d'exécuter Ruby ou de le grâcier, si les jurés de Dallas se sont prononcés avec toute l'honnêteté voulue, ou s'ils ont été influencés par le climat qui règne dans la localité qu'ils habitent, si maître Melvin Belli, célèbre civiliste, a bien plaidé sa première affaire criminelle ou s'il eut tort d'accepter une gageure pareille. Pendant ce temps-là des noms nouveaux apparaissent, la publicité s'empare tantôt d'un juge, tantôt d'un avocat et la gigantesque affaire de « public relations » continue.

Toutes proportions gardées cela rappelle dans un certain sens les fameux procès de la Russie soviétique, où il était question de tout sauf des véritables chefs d'accusation et où l'on condamnait à mort pour trahison des prêtres qui n'avaient commis aucun crime contre la sécurité de l'Etat. Comme nous vivons, cependant, en démocratie et comme, selon le Larousse du XXème siècle « la démocratie est une organisation politique qui implique un état social caractérisé par le fait que tous sont égaux devant la loi », on ne peut éviter de se demander pourquoi Oswald, comme Ruby, jouissent d'un semblable traitement de faveur.

En effet, on s'empresse de présenter les deux meurtriers comme des gens plutôt simples d'esprit et on évite de démontrer qu'ils aient pu avoir une conduite logique. Les techniciens ont beau affirmer qu'Oswald ne pouvait pas organiser son attentat sans l'aide des complices, on ne les trouve pas ... Les spécialistes ont beau prétendre que Ruby n'avait pas pu tuer Oswald sans la collaboration active de certains policiers, on ne se préoccupe pas davantage de les confondre. La technique moderne dispose de plusieurs façons de forcer un inculpé à passer aux aveux et généralement on n'hésite pas à les utiliser, mais dans le cas de Jack Ruby on ne parvient pas à obtenir de résultats grâce au fameux test de la vérité, si populaire aux Etats-Unis. D'ailleurs, à priori déjà, l'hypothèse qu'ils ont pu être des tueurs à gage est écartée. Pourquoi ?

Car il importe peu de savoir qui a tué et comment, ce qu'il faudrait se demander c'est si notre justice démocratique n'est pas en train de contracter une maladie très grave ? Si pour protéger certains intérêts et certains groupes on ne transforme pas l'appareil judiciaire en un instrument ? Problème infiniment dangereux puisqu'il hypothèque lourdement l'avenir.

Imaginons un instant que tel ou tel groupe ait décidé de faire disparaître John Kennedy et qu'on ait fait appel aux services d'Oswald. Puis, quand on se rend compte qu'il a très envie de raconter son histoire à monsieur le juge, on décide de le supprimer à son tour et Ruby, désireux de s'assurer une retraite convenable, se charge de la chose. Jusque là tout est fort simple. Dans un délai plus ou moins long, le nom de Jack Ruby tombera dans l'oubli et les procédures d'appel devant d'autres instances vont lui épargner, peut-être la chaise électrique. Cependant, si on admet l'éventualité d'un crime politique, il est évident qu'autour de ces deux personnages principaux on a été obligé de tisser un réseau de

suite à la page suivante

LE CANADA, ET LE SCANDALE DES ARMES

LES Canadiens s'intéressent-ils vraiment au grave problème de défense qu'ils ont sur les bras ?

C'est la question que pose John Gellner dans la préface d'une plaquette de 35 pages que John Scott Cowan vient de publier à Toronto (1) et qu'il intitule SEE NO EVIL (N'y voyez aucune malice). Cette étude, forcément sommaire, résume sans passion les problèmes qui constituent ce que l'auteur appelle "le chaos de la politique de défense du Canada".

L'étude se divise en quatre chapitres. Le premier esquisse un tour d'horizon des principaux « axiomes », ou pour mieux dire, des principaux sophismes qui contribuent à mêler les cartes en ce qui concerne la conception raisonnable que les Canadiens devraient avoir de leur propre défense militaire.

Le deuxième chapitre établit une recension des effectifs militaires du Canada (tant en hommes qu'en armements), et démontre que ces effectifs, tout en étant d'un coût prohibitif pour les contribuables canadiens, ne sont d'aucune utilité réelle, tant pour le pays que pour les Etats-Unis et l'Europe.

Le troisième chapitre examine les responsabilités du Canada au sein des « Alliances » (notamment NORAD et l'OTAN). Or il appert qu'en dépit de budgets militaires astronomiques, notre pays est actuellement incapable de faire face convenablement aux dites responsabilités.

Dans le dernier chapitre, enfin, il est question du « rôle » plus modeste (mais en même temps plus efficace) que le Canada pourrait jouer au sein des alliances, de même que des transformations qu'il faudrait faire subir à l'Armée, à la Marine et à l'Aviation canadiennes pour que ce rôle soit convenablement rempli.

Politique d'improvisation

John Scott Cowan tient pour acquis que le Canada est une nation dépendante de l'Ouest, et que, sur le plan militaire, sa défense et sa sécurité sont surtout garanties par la force de frappe des Etats-Unis. Aussi, fait-il observer que le Canada est incapable d'assurer seul sa protection, et il lui faut, par conséquent, participer à un plan continental de défense, et ce, dans le cadre d'un dispositif militaire léger et mobile.

Partant de ces prémisses, l'auteur constate que le Canada possède des cadres de défense qui n'ont absolument rien de « léger et mobile ».

Sur le plan des effectifs en hommes, il comptait, en 1961, 120,000 hommes dans les rangs de l'active, et 49,800 dans ceux de la réserve. Ces chiffres, que l'auteur tient pour exorbitants, n'ont pas cessé d'augmenter depuis 1950, date où l'ONU, agissant sous la dictée plus ou moins discrète des USA, devint impliquée dans la célèbre guerre de Corée. Depuis lors, le gouvernement canadien a toujours fait preuve d'inertie et d'indécision chaque fois qu'il s'est agi de procéder au licenciement d'hommes dans l'une ou l'autre des trois armes.

Ici, Cowan ne manque pas de noter que cette inertie d'Ottawa découle, à n'en pas douter, du fait qu'on craint qu'en licenciant des dizaines de milliers de militaires, on aggraverait par le fait même, le problème du chômage (l'industrie des armes — au Canada comme aux USA — servant à camoufler de graves incuries économiques).

A cet excès d'effectifs en hommes, s'ajoute ce que d'aucuns ont qualifié d'être un « bric-à-brac » encombrant et coûteux — Bomarcs braqués sur des bombardiers qui ne viendront

---

(Suite de la page précédente)

complicités . . . Que pour monter une cabale de cet ordre il faut beaucoup d'argent et beaucoup de relations . . Que des hommes haut placés furent forcés de tirer des ficelles pour que ce genre de sinistre troupe de marionnettes puisse jouer convenablement la pièce. Or, qui peut assurer que ces mêmes hommes ne seront pas demain au pouvoir ? Qui peut garantir à la masse électorale que ces personnalités de marque ne vont pas avoir alors les mains et les pieds liés et que leurs complicités passées ne pèseront pas sur leurs décisions ?

Si la démocratie ne doit pas devenir un vain mot, il est inadmissible que la justice soit un moyen de sauvegarder des secrets politiques, ni même qu'on puisse avoir des doutes sur la façon suivant laquelle elle s'exerce, car cela risque, à l'avenir, de provoquer des dommages irréparables et de fausser l'esprit et la lettre de nos institutions.

Alice Poznanska



qu'après que les ICBM les auront rendus impuissants; Voodoos à rayon d'action trop faible, etc.

Selon l'auteur, c'est d'avions de transport que le Canada a surtout besoin s'il tient à être à la hauteur des responsabilités qu'il a prises vis-à-vis de l'OTAN et de l'ONU en ce qui concerne les éventuelles opérations de police à effectuer dans le monde.

Le Canada a également besoin d'effectifs plus adéquats pour sa Marine. Alors qu'il ne dispose d'aucun croiseur, il possède un porte-avion (pour porter quoi ?), 25 destroyers (c'est trop et trop cher), 18 frégates (également trop), un sous-marin (dérisoirement insuffisant), et 10 balayeurs de mines (également insuffisant).

En gros, Cowan soutient que, d'une part, le Canada dispose en abondance de ce qui coûte cher et ne vaut rien, alors que, d'autre part, il est dépourvu de ce qu'il lui faudrait et qu'il pourrait acheter à peu de frais. Et il cite l'exemple de la Suède qui, en 1961, avait un budget de défense qui n'excédait pas 15.9 pour cent du budget total de la nation, alors que, pour la même année, le Canada approuvait un budget de défense qui atteignait 24.6 pour cent du budget fédéral. La Suède a une population d'un peu plus de sept millions et demi d'habitants, et pourtant, elle dispose de 21 sous-marins, 50 balayeurs de mines, 11 frégates, 12 destroyers et 2 croiseurs. Ces effectifs sont plus efficaces et plus puissants que ceux dont dispose le Canada, et qui ont coûté trois fois plus cher . . .

Forces conventionnelles

La thèse de John Scott Cowan est simple. Advenant une guerre nucléaire, le Canada ne serait d'aucun secours pour ses alliés.

Là où le Canada peut le mieux rendre service, c'est sur le plan des guerres marginales (non-nucléaires) qui iront se multipliant au fur et à mesure que deviendra impossible le recours aux moyens extrêmes. En d'autres termes, c'est sur le plan des forces conventionnelles que le Canada devrait faire porter ses efforts. Il devrait, précise l'auteur, « entreprendre de se doter d'une force légère et mobile qui se prêterait aux opérations limitées auxquelles il est appelé à participer dans le monde. Cette force pourrait être mise à la disposition des Nations unies; elle exigerait moins de main-d'oeuvre spécialisée et, partant, n'entraînerait pas un abandon quasi total de la souveraineté nationale ».

L'argent que le Canada épargnerait en se dotant d'une force conventionnelle pourrait servir à accroître l'aide aux pays en voie de développement. Cowan note qu'actuellement, l'aide militaire que le Canada accorde à des pays développés totalise en moyenne le double de l'aide (non-militaire) accordée aux pays plus pauvres depuis 1950. En effet, entre les années 1950 et 1957, le Canada a déboursé un milliard 465 millions de dollars pour aider militairement l'Italie, l'Allemagne, et la Turquie (des pays déjà pourvus), et pendant ce temps, nos hommes politiques soutiennent que le pays n'a pas le moyen de faire davantage pour venir en aide aux pays dépourvus.

Les causes profondes

La plaquette de John Scott Cowan contient une mine de renseignements sur les problèmes de défense du Canada. Rédigée en un anglais incisif et précis, elle circonscrit la plupart des points litigieux de la question, mais dès qu'on en a achevé la lecture, on se prend à regretter qu'elle n'ait point exploré les dessous de ce qu'on a appelé la « Querelle nucléaire » entre le Canada et les Etats-Unis.

On ne comprend rien à cette querelle si on ignore que la politique de défense du Canada est entièrement dominée par les intérêts des Etats-Unis. On exagère à peine en affirmant que le Canada fabrique des armes (avions et fusées surtout) aux seules fins d'enrichir les industries américaines établies sur son territoire . . .

De plus, on ne comprend rien aux rivalités Est-Ouest si on ignore qu'au fond il s'agit d'une opposition irréductible entre les gavés et les crève-la-faim (les Haves et les Have-Nots, comme disent les Anglais). L'Ouest se fait le champion de la propriété capitaliste (propriété des Happy Few), alors que l'Est se fait le champion de la propriété socialiste (propriété de la collectivité prolétarienne).

Le Canada, parce que frère siamois des Etats-Unis, aura toujours l'air du défenseur d'un « Establishment » devenu odieux aux yeux des peuples nouvellement émancipés. Voilà pourquoi, le Canada ne se fera réellement des amis dans le monde que le jour où il aura pris le bon parti d'examiner les avantages d'une politique neutraliste . . .

Ces bas-fonds du problème, Cowan ne les explore pas, et c'est malheureux. Mais il reste que son travail mérite qu'on le lise. C'est une étude lucide et bien documentée.

★

JEAN PELLERIN

(1) John Scott Cowan, *See no Evil*, Annex Publishing Company, Toronto, 1963, 33 pp.

CHRONIQUE DU TEMPS PERDU

• •

MONTRÉAL À L'HEURE SÉRIELLE ET CONCRÈTE

par *Yerri* KEMPF

JE suis fasciné par les recherches du groupe de danse moderne qu'animent Jeanne Renaud et Françoise Riopelle. Ces deux femmes étonnantes viennent de présenter au Théâtre de l'Egrégore un spectacle où il s'est passé quelque chose: nous avons été au coeur de la création de la Beauté nouvelle, celle où Temps et Espace se fusionnent selon les intuitions de quelques fous qui se nomment Calder . . . Varèse . . . Nicolas Schoffer . . . Stockhausen . . . Le rêve de pierre qu'aima Beaudelaire est mort et de nos jours il s'agit d'apprivoiser «le mouvement qui déplace les lignes». Les arts de l'espace sortent d'une longue immobilité, si bien que les peintres se veulent musicien, tandis que les musiciens construisent des espaces sonores. Bien entendu pour apprécier ce genre de recherches, il faut commencer par se nettoyer l'esprit afin de pouvoir jeter un regard neuf et candide sur un mobile de Calder ou sur un ballet de Françoise Riopelle lorsque celle-ci fait évoluer ses danseurs dans un faisceau de projections lumineuses de Pierre Moretti. Vouloir retrouver dans cette magie toute neuve des rapports avec des entrechats casse-noisette est une absurdité ! De même comparer «Blanc sur blanc» de Jeanne Renaud à la mort du Cygne . . . Dans ce ballet de Jeanne Renaud, les danseurs créent un monde sonore grâce à des coquillages très poétiques qu'ils agitent tout en dansant. Nous sommes évidemment très loin de Saint-Saens ! Ce qui m'a surpris, c'est la parfaite aisance des interprètes venus des Grands Ballets Canadiens. Leur formation classique ne les a guère gênés et tout particulièrement Jocelyne Renaud a fait preuve d'une invention corporelle rare. Bravo encore au groupe de danse moderne qui met Montréal à l'heure de notre étonnant siècle.

Balourdises à quatre

Ce qui m'a surtout frappé dans la revue que nous présente la Comédie Canadienne, c'est que son auteur M. Gratiné Gélinas dépasse rarement le niveau du monologue. Sa verve satirique reste au stade du discours au lieu de s'incarner dans des sketches vengeurs. Cette première faiblesse n'est malheureusement pas compensée par une invention verbale percutante. Des plaisanteries éculées succèdent aux trémolos sentimentaux. Je pense en particulier au monologue du chauffeur de taxi en proie aux affres de la maternité. On peut se demander d'ailleurs ce que ce genre «Noces et banquets» vient faire dans une revue, en principe axée sur l'actualité. Il est vrai que lorsque M. Gélinas s'en prend vraiment à un sujet brûlant, il le traite avec la lance du pompier et ce ne sont certes pas les quelques astuces concernant la Place des Arts qui empêcheront ces messieurs de la Corporation de dormir. Hélas, nous sommes loin d'Aristophane ! Pour interpréter ce «Diable à quatre», on a fait appel à une diablesse qui brûle les planches : Marthe Choquette. C'est elle la révélation de la soirée.

"Hélène, tu perds Troie!", une fois de plus . .

Pour fêter dignement le quinzième anniversaire du Rideau Vert, Mme Brind'amour a fait appel à Giraudoux et la Guerre de Troie qui a lieu au Stella. Le programme rappelle que l'auteur d'«adorable Clio» est entré premier à l'Ecole Normale Supérieure de Paris. Il y a un esprit

rue d'Ulm et toute l'oeuvre de Giraudoux en est la prestigieuse exploitation. Chaque personnage giralducien a passé l'agrégation et est bourré de culture. Le dialogue pétille de haut savoir et de subtilité attique : c'est un feu d'artifice supérieur. Celui des héros troyens et grecs veut ridiculiser le dieu Mars. Hélas, trois fois hélas, nous qui conservons dans notre pupille l'éclat des cent mille soleils d'Hiroshima, nous trouvons ce feu d'artifice bien pâle et toute cette brillante dialectique bien vaine. Pour nous, Clio n'est plus adorable et sur les balances de l'histoire, Giraudoux ne fait plus le poids.

Ceci dit le spectacle du Rideau Vert ne manque pas de classe. Décors (Robert Prévost) et costumes (François Barbeau) sont superbes. Certains interprètes font chanter comme il convient la prose ailée de Giraudoux. Je songe en particulier à Gérard Poirier et Léo Illial dont le dialogue est de toute beauté. Mais il y a aussi quelques erreurs de distribution. La plus notoire est celle qui est censée incarner la fameuse beauté, responsable de tout ce branle-bas de combat. Lorsqu'elle a paru, toute la salle s'est exclamée intérieurement : «Pas possible ! Les Troyens ont la berlue ! »

★

PANORAMIQUE

par *Patrick STRARAM*

BIEN DES "RAISONS"

Plus avant : quel est le but du cinéma ? Que le monde réel, tel qu'offert sur l'écran, soit aussi une idée du monde.
Jacques RIVETTE

LOLA a été présenté une fois, en première nord-américaine, durant le 2e Festival International du Film de Montréal, en 1961. Du 21 au 28 février, ce même film a été à l'affiche des cinémas « Français », « Rivoli » et « Versailles », en 1964. Et c'est tout. Et c'est écoeurant. Une fois de plus une publicité inadéquate, un choix absurde des salles où exploiter un film admirable et supérieurement intelligent, aucune critique et l'ignorance de la majorité ont fait qu'une oeuvre primordiale du cinéma d'aujourd'hui a été sabotée complètement. Il est infect que la plupart des Montréalais, après avoir *manqué VIVRE SA VIE,* le film de Jean-Luc Godard (peut-être le plus magistral de notre époque), manquent *LOLA,* cette chronique si attachante d'un amour et d'amours, cette quête d'un temps dont tous les signes et cycles seraient déchiffrés, ce ballet audio-visuel d'un *charme* dont sont capables seuls de rares *hommes de qualité,* de qualité assez pour parvenir admirablement à confondre contenu et forme, ce film-preuve d'un merveilleux du cinéma qu'on doit à Jacques Demy, l'un des trop rares poètes du cinéma. Après *LE SABOTIER DU VAL DE LOIRE, LE BEL INDIFFÉRENT, MUSÉE GREVIN, LA MÈRE ET L'ENFANT, ARS,* courts-métrages déjà remarquables, entre 1956 et 59, le mari d'Agnès Varda entreprend dès 1960 une oeuvre d'une élégance, une tendresse, un souffle et une facture presque magiques, le réalisme le plus authentique lui permettant les transcendances les plus belles, les plus justes, les plus durables. Après *LOLA,* ce sont le plus beau sketch (avec celui de Godard) des *SEPT PÉCHÉS CAPITAUX : LA LUXURE, LA BAIE DES ANGES* (62) et certains *PARAPLUIES DE CHERBOURG* (63) impatiemment attendus. Le « Festival », qui semble désormais s'orienter vers une politique de la qualité, annonce *LA BAIE DES ANGES,* avec Jeanne Moreau. Espérons que ce sera là pour tous l'occasion de prendre une revanche éclatante sur les commerçants minables qui ont saboté *LOLA.*

Ceci dit, pour quelques-uns février s'est terminé par une soirée inoubliable, à l'auditorium de l'Université de Montréal, où les organisateurs de la Semaine des Sciences Sociales présentaient deux films de Chris Marker, films démontrant une fois de plus combien l' « intellectuel » du cinéma français en est avant tout le *moraliste* le plus sensé et le plus sensible s'il est aussi souvent un véritable pionnier du devenir cinématographique. *LETTRE DE SIBÉRIE* (1958) et *CUBA SI* (1961) sont d'extraordinaires témoignages, Marker communiquant plus profondément avec autrui et tous de filmer à la première personne. Dommage qu'une affiche ait vanté l'un des films en le disant « passionné et passionnant » et que les billets aient porté comme titre Festival Chris Marker ! (Je tiens à souligner que c'est la première fois que le titre de chroniqueur du cinéma pour *Cité libre* m'autorise à assister gratuitement à une projection.)

* * *

« Du point de vue culturel, ces pratiques d'exploitation du film de long métrage, dictées

par des intérêts économiques étrangers ou par leurs associés, sont d'une immoralité flagrante. Du point de vue économique, ces mêmes pratiques relèguent aux salles de second ordre d'excellents films européens qui, dans un système plus compétitif, auraient un potentiel de revenu considérable et dont le seul défaut est de n'avoir pas été vendus à New York. »

Qu'est cette mise au point, celle qu'il faut avant tout ?

C'est la fin de la 19e des *22 raisons des 104*, telles qu'elles furent présentées au secrétaire d'Etat du Canada, par l'Association professionnelle des cinéastes, association qui groupe la presque totalité des créateurs cinématographiques de langue française au Canada, dont le président est Claude Jutra (l'auteur du meilleur film jamais fait ici : *À TOUT PRENDRE*). Mise au point qui explique l'échec inacceptable de *LOLA* à Montréal, entre autres. La 20e raison, tous doivent la méditer et tirer les conclusions qui s'imposent : « Les structures monopolistiques de la distribution et de l'exploitation au Canada jouent, en définitive, contre l'évolution de la production cinématographique canadienne. Nous ne connaissons pas d'exemple où ce système s'est servi de ses profits (ou de son crédit) pour financer un film canadien. Il ne faut pas s'en étonner, car de par sa nature, ce système n'a pas intérêt à se créer de concurrence canadienne. »

Il ne faut pas s'en étonner. Mais il faut désormais le bien savoir.

Et l'on ne réclamera jamais assez *UNE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT*.

* * *

Trois raisons au moins de se procurer absolument le numéro spécial (150-151) des *Cahiers du cinéma,* consacré au cinéma américain . . .

1) Il permet de comprendre exactement le fonctionnement de ce cinéma, industrie et produit capitaliste, un bilan rigoureusement dressé nous renseignant complètement sur ce qui fait que nous subissons passivement une aliénation dont le cinéma ici peut mourir. Quiconque fait siennes les 22 raisons de l'Association professionnelle des cinéastes se doit de se procurer ce *Cahier* pour mesurer l'ampleur du problème.

2) Si nous en sommes victimes au niveau de la création et la production, parce que nous dépendons d'un gouvernement fantôme qui laisse régner en maîtres incontestés et jamais contestés les hauts financiers des Etats-Unis, le cinéma américain est aussi l'expression d'élans, de thèmes, d'une vitalité, d'une certaine vision du monde, d'un mouvement et d'une culture qui valent pour l'Amérique du Nord — dont nous sommes des habitants. Or nulle part au monde comme ici on ignore autant ce qu'est réellement ce cinéma américain, dont est issu tout le cinéma dans le monde, qui demeure l'un des meilleurs — le meilleur même, si l'on calcule proportionnellement. (Pour un *LOLA,* depuis le début de l'année, j'ai vu ou revu *UNDERWORLD U.S.A.*, de Samuel Fuller, *THE TRUE STORY OF JESSE JAMES,* de Nicholas Ray, l'exemplaire *CHARADE,* de Stanley Denen, et le magistral *RIDE THE HIGH COUNTRY,* de Sam Peckinpah.) Aucun travail d'ensemble n'a jamais permis mieux de comprendre ce cinéma que ce numéro spécial des *Cahiers du cinéma* (146, Champs-Elysées, Paris 8e — en vente maintenant dans plusieurs librairies montréalaises). Des questions sur le cinéma américain que se posent Chabrol, Daniel-Valcroze, Godard, Kast, Moullet, Rivette et Truffaut, les plus lucides, 30 réponses d'Amérique, des analyses du producteur, du comédien-producteur, de l'économie, du Code Hays, du « box-office », un dictionnaire de 90 producteur, un dictionnaire de 121 metteurs en scène : tout y est, tout est primordial, nécessaire et suffisant.

3) On aime selon ce qu'on connait. Les 24 qui ont réalisé ce numéro-bible (dixit «L'Express ») énumèrent quels sont pour chacun les 10 meilleurs films américains du parlant. Jane Fonda se découvre. Cela seulement aurait suffi pour que le *Cahier du cinéma* 150-151 soit passionnant.

Les 250 pages lues et relues, on se surprend à songer à ce qu'ici on écrit à propos du cinéma . . . On y songe aussi après avoir lu le remarquable « Jean-Luc Godard » de Jean Collet (Seghers).

* * *

Grâce à l'équipe Benoît-Joussemet, Radio-Canada offre aux téléspectateurs du canal 2 une rétrospective Rossellini qui, malgré la limitation petit écran, lequel dénature toujours un film, permet de réaliser quelle place exceptionnelle occupe dans le cinéma mondial d'aujourd'hui le génial Italien. J'ai peu de respect pour ceux qui n'ont pas regardé chaque film, chaque jeudi soir. Il reste, le jeudi soir à 23 heures, *à voir absolument* le 2 avril *INDIA,* le 9 avril *AMORE,* le 16 avril *LA MACHINE À TUER LES MÉCHANTS,* le 23 avril *VOYAGE EN ITALIE* et le 30 avril *IL FAISAIT NUIT À ROME.*

★

Le Syndicat Coopératif d'édition Cité Libre

Pour marquer son dixième anniversaire, en janvier 1960, *Cité Libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue a adapté un nouveau rythme de parution. Elle est devenue mensuelle. Au plan administratif, elle constitue une coopérative d'édition en bonne et due forme.

Les membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale annuelle.

Le Conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 4 décembre 1963, est formé des personnes suivantes :

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :
Claude Longpré

VICE-PRÉSIDENT :
James Hodgson

SECRÉTAIRE :
Jean Dostaler

TRÉSORIER :
Yves-Aubert Côté

ADMINISTRATEURS :
Benoît Baril
Jacques Hébert
J.-Z.-Léon Patenaude
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau
Jean Pellerin

CONSEIL DE SURVEILLANCE :
Jean-Gérin Lajoie, président
Marc Lalonde
Jean-Paul Geoffroy

ARCHIVISTE :
Pierre Tanguay

VÉRIFICATEUR :
Jean-Guy Rousseau, C.A.

AU MAÎTRE DE POSTE, S.V.P.,

si non réclamée, retourner après cinq jours à :
CITÉ LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.

PORT PAYÉ À MONTRÉAL

« Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraires et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication. »